



"Si vous lisez vous devenez connaissant. Si vous ne lisez pas vous restez ignorant."

- ▶ **Huit écueils à éviter quand on évalue des solutions écologiques de production d'énergie** (G. Tverberg) p.1
- ▶ **A quoi ressemble notre consommation énergétique actuellement ?** (Jean-Marc Jancovici) p.11
- ▶ **Développement minier dans la deuxième moitié de l'ère des métaux** (Harvey Mead) p.17
- ▶ **De quelle couleur est votre boule de démolition** (Dmitry Orlov) p.33
- ▶ **La plupart des grands médias sont à côté de la plaque sur le réchauffement climatique** p.38
- ▶ **Poussée de fièvre** (James Howard Kunstler) p.44
- ▶ **Trier, manger bio, prendre son vélo... ce n'est pas comme ça qu'on sauvera la planète** p.46
- ▶ **Associations antinatalistes, la force du petit nombre** (Michel Sourrouille) p.51
- ▶ **LE PRINCIPE DE LA FALAISE DE SENEQUE...** (Patrick Reymond) p.52

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Pas bon ! Vives tensions sur le marché de la dette publique** (Charles Sannat) p.55
- ▶ **Marché obligataire : ce que le président Trump ne calculera pas** (Bill Bonner) p.56
- ▶ **La route étincelante de la relance atomique** (Simone Wapler) p.59
- ▶ **Les taux montent, les actions hésitent!** (Bruno Bertez) p.62
- ▶ **Le gouvernement américain doit 2,85 trillions à sa caisse de la sécurité sociale !** p.66
- ▶ **« Croissance en France au plus haut... Vraiment ? »** (Charles Sannat) p.67
- ▶ **Dingue ! 107 milliards de dollars extorqués !** (Charles Sannat) p.71



Huit écueils à éviter quand on évalue des solutions écologiques de production d'énergie

Par Gail Tverberg 18 novembre 2014

Le récent accord sur le climat entre les États-Unis et la Chine signifie-t-il que de nombreux pays vont désormais prendre de l'avance en ce qui concerne les énergies renouvelables et les autres solutions écologiques ? À mon avis, il y a beaucoup plus d'écueils que ce que beaucoup imaginent.

Écueil n°1. Les solutions écologiques ont tendance à nous faire remplacer toute une série de ressources qui posent problème aujourd'hui (les combustibles fossiles) par d'autres ressources qui ont de fortes chances de poser problème à plus long terme.

Le jeu s'appelle « se contenter d'adopter un comportement attentiste ». Dans un monde fini, nous atteignons de nombreuses limites en plus de celles relatives aux combustibles fossiles :

1. Sur la qualité des sols : l'érosion de la couche arable, l'épuisement des minéraux, la salinisation des sols ;
2. Sur l'eau potable : l'épuisement des aquifères qui mettent des milliers d'années à se reconstituer ;
3. Sur la déforestation : l'abattage des arbres à un rythme plus rapide que celui

- auquel ils repoussent ;
4. Sur la qualité des minerais : l'épuisement des filons de bonne qualité, ce qui ne laisse plus que les filons de mauvaise qualité ;
 5. Sur l'extinction d'autres espèces : à mesure que nous construisons toujours plus de structures et que nous troublons davantage de terres, nous privons d'autres espèces de l'habitat qu'elles utilisent, ou nous le polluons ;
 6. Sur la pollution, de divers types : le CO₂, les métaux lourds, le bruit, le smog, les particules fines, les rayonnements dangereux, etc. ;
 7. Sur la surface de terres arables par personne, avec la prolongation de la croissance démographique.

Presque chacune de ces « solutions » présente le même danger : nous nous contentons de déplacer nos problèmes d'un point à un autre. Cultiver du maïs pour en tirer de l'éthanol peut poser problème pour la qualité des sols (du fait de l'érosion de la couche arable) et pour l'eau douce (du fait de la consommation d'eau tirée des aquifères dans le Nebraska et le Colorado). Si, pour prévenir le phénomène d'érosion, les agriculteurs passent à une agriculture sans labour, du Roundup devra être utilisé souvent et en grandes quantités, tuant des individus d'autres espèces.

Encourager l'utilisation de produits forestiers parce qu'ils sont renouvelables peut conduire à une perte de couvert forestier, car on transformera plus d'arbres en copeaux de bois. La perte de couverture forestière peut même avoir une cause indirecte : si, de manière indirecte, des énergies renouvelables coûteuses rendent les habitants plus pauvres, [ces habitants risquent de vouloir économiser de l'argent en abattant illégalement des arbres au lieu d'acheter du combustible.](#)

La fabrication de produits high-tech a tendance à exiger la consommation de quantités considérables de minerais rares, dont beaucoup sont très polluants si on les rejette dans notre environnement immédiat de vie ou de travail. Et ce problème concerne à la fois leur extraction et leur élimination à long terme.

Écueil n°2. Les solutions écologiques qui utilisent des minerais rares ne sont probablement pas applicables à grande échelle, à la fois du fait de limites quantitatives et de leurs mauvais taux de recyclage.

Fabriquer des ordinateurs, qui sont au cœur de nombreux produits high-tech, utilise presque tout le tableau périodique des éléments.

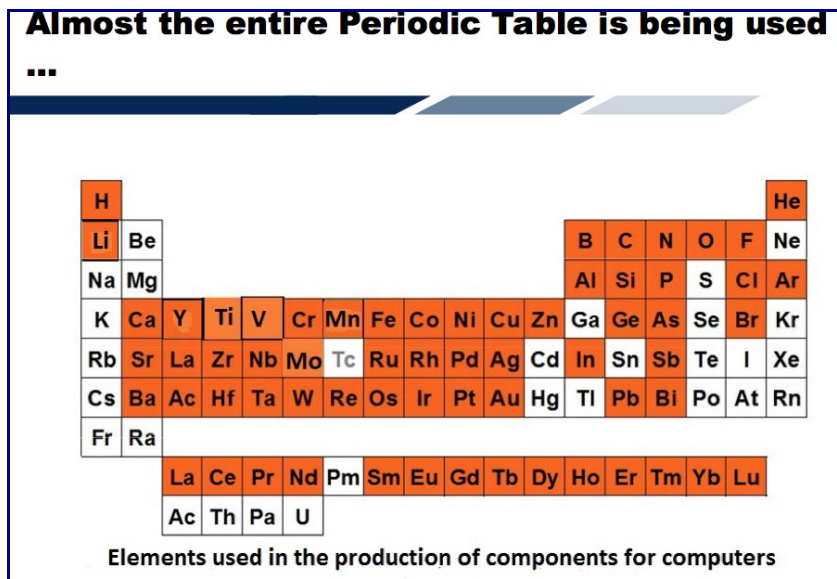


Figure 1. Diapositive d'une présentation d'Alicia Valero à une conférence sur l'énergie de l'Université nationale d'enseignement à distance espagnole, montrant que la fabrication des ordinateurs utilise presque tous les éléments du tableau périodique.

Le fait d'utiliser des minerais en petites quantités, surtout quand on les combine à de nombreux autres minerais, les rend pratiquement impossibles à recycler. L'expérience montre que moins de 1% des métaux spéciaux sont recyclés.

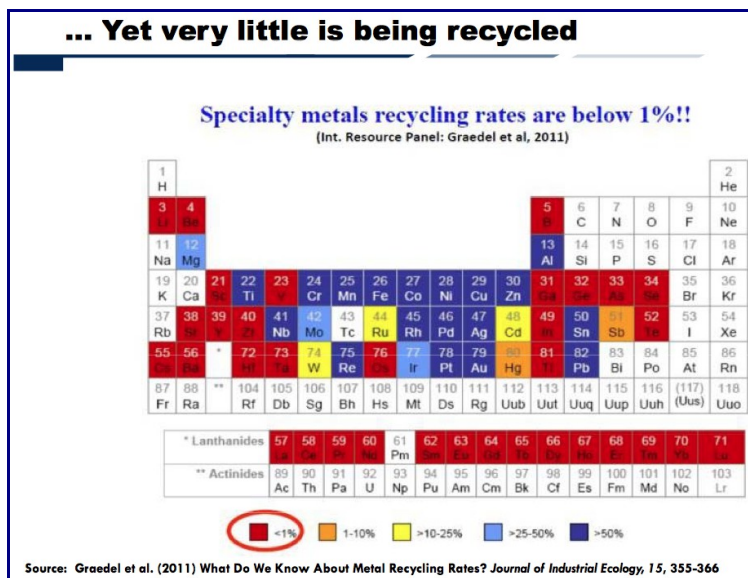


Figure 2. Diapositive d'une présentation d'Alicia Valero à une conférence sur l'énergie de l'Université nationale d'enseignement à distance espagnole montrant des taux de recyclage des différents éléments chimiques.

Les technologies vertes, y compris les panneaux solaires, les éoliennes et les batteries, ont orienté la consommation de ressources vers des minerais qui, dans le passé, étaient peu exploités. Si l'on essaie de développer l'utilisation de ces technologies, les mines actuelles risquent de s'épuiser rapidement. Nous finirons par avoir besoin d'exploiter de

nouvelles mines là où la qualité de ressources est moindre et la pollution est un sujet de préoccupation accru. Les coûts d'exploitation de ces mines seront beaucoup plus élevés, rendant, à long terme, tout ce qui utilise ces minerais moins abordable, au lieu de les rendre plus abordables.

Évidemment, utiliser à grande échelle ces ressources pose aussi un autre problème, qui touche aux limites de l'approvisionnement en pétrole. À mesure que s'épuisent les filons de minerais rares, la quantité de pétrole nécessaire pour extraire ces minerais aura plutôt tendance à augmenter plutôt qu'à diminuer. Si l'approvisionnement en pétrole devient lui-même insuffisant, obtenir ce pétrole va sans doute aussi devenir un problème, et cela va, en soi, entraver la montée en puissance de l'extraction des minerais rares. Le problème de l'approvisionnement en pétrole peut tout à fait ne pas être celui d'un prix élevé, mais celui d'un prix trop bas, pour des raisons que je vais expliquer plus loin dans cet article.

Écueil n°3. Les sources d'énergie coûteuses sont le contraire d'un « cadeau perpétuel ». Souvent, elles correspondent à une « subvention perpétuelle ».

Le véritable « cadeau perpétuel », c'était le pétrole très peu cher à extraire (disons, pour 20 dollars le baril). Ce pétrole a rendu les travailleurs plus efficaces dans leur travail, ce qui a contribué à obtenir des gains d'efficacité. En consommant ce pétrole, les pays ont pu créer des biens et des services à faible coût, ce qui les a aidés à mieux concurrencer d'autres pays. Les salaires ont eu tendance à augmenter aussi longtemps que les prix du pétrole sont restés sous la barre des 40 ou 50 dollars le baril (figure 3).

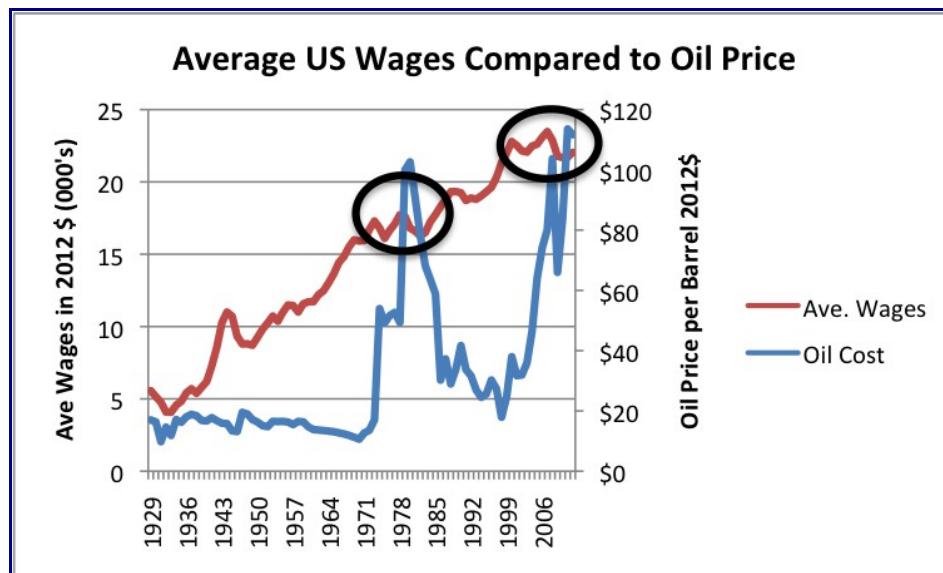


Figure 3. Salaires moyens en dollars US de 2012 comparés au prix du pétrole de Brent, également exprimé en dollars US de 2012. Les salaires moyens sont des salaires totaux d'après des données du BEA, ajustées par le CPI-Urban, et divisés par la taille de la population totale. Ils reflètent ainsi les évolutions du niveau d'emploi dans la population, ainsi que du niveau des salaires.

La population active a pu aussi augmenter fortement, grâce, en partie, à l'accès aux contraceptifs que les combustibles fossiles ont rendu possible, et qui ont réduit la taille des familles. Les combustibles fossiles ont également rendu possible l'accès à des outils comme les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge, qui ont réduit le nombre d'heures qu'il fallait dédier aux travaux ménagers. Une fois son prix devenu élevé (c'est-à-dire au-dessus de 40 ou 50 dollars le baril), l'effet favorable du pétrole sur la croissance des salaires a disparu.

Quand on essaie d'ajouter de nouvelles sources d'énergie plus coûteuses, qu'il s'agisse de pétrole cher à extraire ou d'énergies renouvelables coûteuses, ces sources représentent un frein pour l'économie, pour trois raisons :

1. Les consommateurs ont tendance à réduire leurs dépenses discrétionnaires, parce que les produits énergétiques (ce qui inclut la nourriture, puisqu'elle est fabriquée grâce à du pétrole et à d'autres produits énergétiques) sont un besoin de base. Par rétroaction, ces réductions de dépenses affectent l'économie de manière négative, conduisant à des licenciements dans des secteurs divers. Si ces licenciements sont assez sévères, ils peuvent alors conduire à des défauts de remboursement de dette, car les travailleurs mis au chômage auront du mal à payer leurs factures.
2. Une économie alimentée par des sources d'énergie coûteuses devient moins compétitive dans l'économie mondiale, car elle est en concurrence avec des pays qui utilisent des sources de combustible moins coûteuses. Dans les pays dont le mix énergétique est plus chargé en combustibles coûteux, cela a tendance à aggraver les pertes d'emploi.
3. Lorsque (1) et (2) sont combinés, la croissance économique ralentit. L'économie offre moins d'emplois et la dette devient plus difficile à rembourser.

En quelque sorte, *le coût de production d'un produit énergétique est une mesure des rendements décroissants* – c'est-à-dire une mesure de la quantité de ressources qui, directement et/ou indirectement, entrent dans la fabrication d'un produit énergétique ; plus ce coût est élevé, plus l'effort exigé pour fabriquer le produit énergétique est grand. Si la production de produits énergétiques coûteux exige davantage de ressources, il en restera moins de disponibles pour le reste de l'économie. Même si un pays glisse le problème sous le tapis grâce à des subventions, celui-ci lui reviendra en face. Voilà pourquoi les subventions ont tendance à être « perpétuelles ».

Le montant des subventions devrait lui aussi être un sujet d'inquiétude. Actuellement, aux États-Unis, les subventions aux énergies renouvelables (avant effet multiplicateur) représentent au moins 48 dollars par baril équivalent pétrole¹. En prenant en compte l'effet multiplicateur, il est probable qu'elles dépassent le prix actuel du pétrole (environ 80 dollars par baril), et même possible qu'elles dépassent le prix le plus haut que le pétrole ait connu en 2008 (environ 147 dollars par baril). Par tonne d'équivalent pétrole, la subvention (avant effet multiplicateur) s'élève à 351 dollars. C'est beaucoup plus que n'importe quelle taxe carbone.

Écueil n°4. Les technologies vertes (y compris les renouvelables) ne peuvent qu'être des compléments au système basé sur les combustibles fossiles.

L'une des principales raisons pour lesquelles les technologies vertes ne peuvent être que des petits compléments au système de combustibles fossiles est liée aux écueils n°1 à n°3. Les nouveaux outils « écologiques », comme les éoliennes, les panneaux photovoltaïques et les voitures électriques, ne sont guère diffusables à très grande échelle à cause des subventions qu'ils requièrent, les problèmes de pollution qu'ils génèrent, et d'autres limites encore auxquelles on ne pense pas souvent.

Une raison connexe est le fait que, même s'il est « renouvelable », un produit énergétique a malgré tout besoin d'entretien sur le long terme. Par exemple, une éolienne a besoin de pièces de rechange qui proviennent d'autres régions du monde. Sans combustible fossile, ces pièces cessent d'être disponibles. Le moindre réseau électrique qui transporte de l'électricité éolienne ou solaire aura régulièrement besoin d'être réparé, ce qui exigera aussi des combustibles fossiles – en général, du pétrole (pour construire les routes et faire fonctionner les camions et les hélicoptères utilisés lors des opérations de maintenance).

Étant donné les problèmes de diffusion à grande échelle, il sera impossible de convertir tous les usages actuels des combustibles fossiles sous forme d'énergie renouvelable. Selon les données de BP, en 2013, les énergies renouvelables (en y incluant les biocarburants et l'hydroélectricité) ne représentaient que 9,4% de la consommation totale d'énergie. L'éolien ne représentait que 1,1% de la consommation mondiale d'énergie, et le solaire, 0,2% de la consommation mondiale d'énergie.

Écueil n°5. Il ne faut pas s'attendre à ce que les prix du pétrole continuent d'augmenter, à cause des problèmes qui apparaissent lorsqu'il cesse d'être abordable.

Ce que les économistes nous disent, c'est que si les approvisionnements en pétrole sont insuffisants, cela ne devrait pas poser trop de problèmes : des prix plus élevés réduiront la demande, encourageront la production de pétrole et la production d'alternatives. Malheureusement, il y a une autre manière, bien différente, de faire baisser la demande : les salaires ont tendance à être affectés par des prix élevés du pétrole, car un pétrole cher a tendance à réduire l'emploi (figure 3). Lorsque les salaires n'augmentent pas beaucoup, le taux de croissance de la dette a également tendance à ralentir. Les produits consommateurs de pétrole (comme les voitures) sont alors moins abordables, ce qui entraîne une moindre demande de pétrole. Le problème que nous rencontrons actuellement semble être celui-là, avec le grand nombre de jeunes incapables de trouver des emplois bien rémunérés.

Si les prix du pétrole baissent au lieu d'augmenter, cela crée un problème pour les énergies renouvelables et les autres alternatives « écologiques », car les subventions dont elles ont besoin vont avoir tendance à augmenter plutôt qu'à disparaître.

L'autre problème de prix du pétrole qui baissent est le fait qu'ils deviennent rapidement trop bas pour les producteurs. Ceux-ci commencent par réduire leurs investissements dans le développement de nouveaux champs, ce qui entraîne une baisse de l'offre de pétrole au bout d'un ou deux ans. Les énergies renouvelables et le réseau électrique ont besoin de pétrole pour leur entretien ; tous deux risquent donc d'être affectés. Le lecteur pourra lire mes articles [Des prix faibles du pétrole : signe d'un effondrement de la bulle d'endettement, qui conduirait à une fin de l'approvisionnement en pétrole ?](#) et [Décrochage du prix du pétrole – il n'existe aucune bonne sortie](#) à ce sujet.

Écueil n°6. Il est souvent difficile d'obtenir le financement nécessaire à un système électrique qui utilise des énergies renouvelables intermittentes.

Les énergies renouvelables intermittentes, comme l'électricité éolienne, le photovoltaïque ou l'énergie de la houle, ont tendance à fonctionner de manière à peu près satisfaisante, dans certains cas très particuliers :

- Quand il y a beaucoup d'hydroélectricité à proximité pour compenser les grosses variations de l'approvisionnement renouvelable intermittent ;
- Quand la quantité ajoutée est assez petite pour n'avoir qu'une petite influence sur le réseau ;
- Quand l'électricité tirée de sources qui, d'habitude, sont disponibles, comme par exemple en brûlant du fioul, est très chère. C'est souvent le cas sur les îles tropicales. Dans ces endroits, l'économie s'est déjà adaptée à une électricité très chère.

Les énergies renouvelables intermittentes peuvent également fonctionner pour alimenter des tâches secondaires qui sont elles-mêmes intermittentes. Par exemple, les panneaux solaires peuvent être une solution satisfaisante pour pomper et dessaler l'eau de mer, surtout si la solution alternative consiste à brûler du fioul.

Les énergies renouvelables intermittentes ont tendance à ne pas fonctionner correctement quand :

1. Les consommateurs et les entreprises s'attendent à obtenir un grand crédit de l'utilisation de l'électricité obtenues par des énergies renouvelables intermittentes, mais
2. L'électricité injectée sur le réseau par les énergies renouvelables intermittentes ne fait économiser que peu aux fournisseurs d'électricité.

Par exemple, les gens qui possèdent des panneaux solaires s'attendent souvent à bénéficier d'une « [facturation nette](#) », c'est-à-dire à être payés à hauteur du prix de détail de l'électricité pour l'électricité qu'ils revendent au réseau électrique. En général, l'avantage que le gestionnaire du réseau tire d'une facturation nette est largement moindre que ce qu'il paie au client, parce qu'il doit toujours entretenir les lignes électriques et assurer la plupart des services qu'il assurait avant la facturation nette,

comme par exemple éditer et envoyer les factures. Théoriquement, il faudrait toujours le payer pour tous ces services, mais la facturation nette ne le fait pas. Elle rétribue trop largement ceux qui possèdent des panneaux solaires, comparé aux économies que les compagnies d'électricité en tirent. Une telle approche crée le risque de priver la partie fossile, nucléaire, et réseau du système électrique des revenus dont ils ont besoin.

Un problème similaire peut se produire si un réseau électrique achète de l'électricité préférentiellement éolienne ou solaire de fournisseurs commerciaux aux tarifs de gros en vigueur au moment de l'achat. Cette pratique a tendance à rendre moins rentables les fournisseurs d'électricité qui possèdent essentiellement des centrales à combustibles fossiles. C'est particulièrement le cas des « installations de pointe » au gaz naturel qui, normalement, ne fonctionnent que quelques heures par an, au moment où les prix spot de l'électricité sont très élevés.

L'Allemagne a ajouté de l'éolien et du solaire pour tenter de compenser la baisse de sa production d'électricité nucléaire. À présent, son approche tarifaire des énergies renouvelables commence à lui créer des difficultés. Certains de [ses fournisseurs d'électricité ont menacé de fermer leurs centrales à gaz](#) parce que la politique actuelle de tarification ne leur permet pas de générer des marges suffisantes. L'Allemagne se retrouve également à brûler du charbon de lignite moins cher (mais plus polluant), pour tenter que les coûts électriques globaux ne se retrouvent pas au-dessus de ce que les clients peuvent se permettre de payer.

Écueil n°7. Ajouter des renouvelables intermittents au réseau électrique rend la gestion du réseau plus complexe et difficile. Le risque de coupure, voire de panne totale du réseau se retrouve accru.

En théorie, il est possible de modifier le réseau électrique de diverses manières tout en même temps : ajouter des énergies renouvelables intermittentes, des « réseaux intelligents » et des « appareils intelligents » qui s'allument et s'éteignent selon les besoins du réseau électrique, ajouter la recharge des voitures électriques, etc. Mais tous ces changements rendent le système plus complexe. Ils le rendent aussi plus vulnérable aux piratages informatiques.

Habituellement, on suppose qu'il nous est possible de relever ce défi – nous sommes capables de gérer cette complexité accrue. Un récent rapport de *The Institution of Engineering and Technology* au Royaume-Uni sur la [résilience de l'infrastructure électrique](#) s'est demandé si c'était bien le cas. Il indique que ce type de changements « [...] augmente considérablement la complexité et exigent un niveau de coordination et d'intégration en ingénierie bien supérieur à ce qu'apportent la structure industrielle et le régime de marché actuels. » Peut-être le système peut-il être modifié de façon à accorder plus d'attention à la résilience, mais il faut changer d'incitations pour faire de la résilience (et non le profit) la priorité numéro 1. On peut avoir des doutes sur le fait que cela arrive un jour.

Certains ont appelé le réseau électrique [la machine la plus grande et la plus complexe au monde](#). Si nous « faisons n'importe quoi avec », c'est à nos propres risques et périls. Nafeez Ahmed a récemment publié un article intitulé *L'épidémie à venir de black-outs* ([The Coming Blackout Epidemic](#)), qui parle des défis que les réseaux électriques doivent désormais relever. Dans le passé, j'ai moi-même écrit des choses sur les problèmes qui se posent aux réseaux électriques : [Le réseau électrique des États-Unis : est-ce ce qui va causer notre perte ?](#)

Écueil n°8. La plus grande prudence doit être la règle pour quiconque qui lit des études affirmant apporter la preuve de performances favorables pour les énergies renouvelables intermittentes.

Les analystes surestiment souvent les avantages de l'électricité éolienne et solaire. Il se trouve que, précisément cette semaine, a été publié un nouveau rapport qui indique que depuis son démarrage en février 2014, la plus grande usine solaire au monde n'a jusqu'à présent [produit que la moitié de la quantité d'électricité qui avait été prévue au départ](#).

À mon avis, les calculs « standard » de taux de retour énergétique (EROEI) et d'analyse du cycle de vie (ACV) ont tendance à surestimer les avantages des énergies renouvelables intermittentes, parce qu'il leur manque une « variable temps » correcte et qu'ils ne tiennent pas compte des effets de l'intermittence. Des études plus spécialisées qui prennent en compte ces éléments donnent des résultats très inquiétants. Par exemple, Graham Palmer s'est penché sur l'EROEI dynamique du photovoltaïque combiné à des batteries (remplacées tous les huit ans) pour compenser l'intermittence². Il a laissé de côté les onduleurs – pourtant indispensables, et qui auraient encore plus réduit le rendement global.

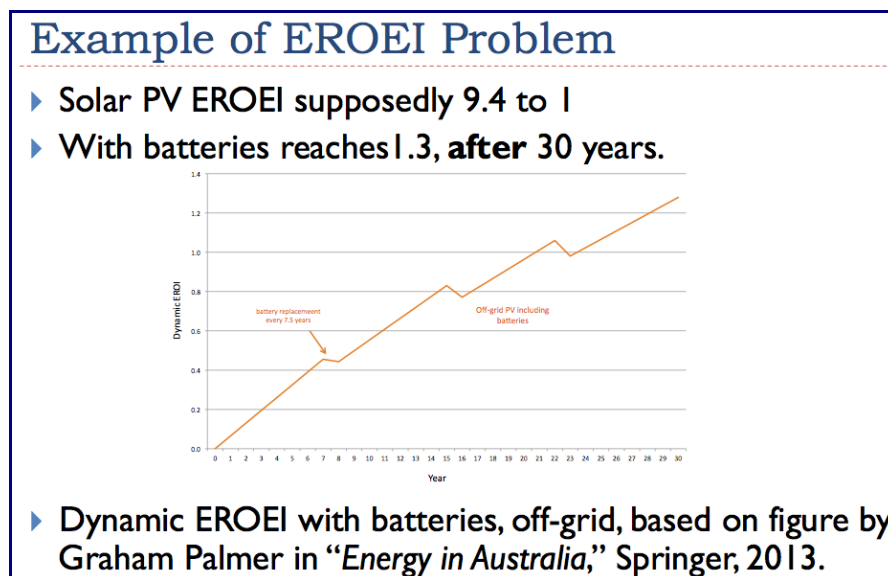


Figure 4. Graphique de Graham Palmer sur l'EROEI dynamique, tiré de « Energy in Australia » (Les mots d'explication ajoutés sur la diapositive sont de moi.)

Les travaux de Palmer indiquent qu'à cause des très gros investissements en énergie qui sont nécessaires au départ, le système de production se retrouve dans une situation énergétique déficitaire pendant une très longue période. Ce n'est qu'au bout de 25 ans de production que l'énergie consommée pour mettre en place le système est enfin remboursée. Une fois la durée de vie complète du panneau solaire écoulée, soit 30 ans, le système a restitué 1,3 fois l'investissement initial en énergie qui a été directement consommé.

Un autre problème caché des calculs d'EROEI est le fait qu'ils ne considèrent que les intrants énergétiques qui sont directs. La quantité totale d'énergie qui est requise est beaucoup plus élevée ; elle comprend des intrants indirects, qui ne sont pas directement mesurés, et aussi toute l'énergie nécessaire pour fournir l'infrastructure requise, comme les routes ou les écoles. Quand on prend tout cela en compte, le taux de retour énergétique minimum doit se retrouver de l'ordre de 10. Par conséquent, *la combinaison du panneau solaire et du système de batteries, modélisée ici, se comporte en fait comme un puits d'énergie nette, plutôt que comme un producteur d'énergie nette.*

Une autre [étude de Weissbach et al.](#) étudie les conséquences du fait de compenser l'intermittence. (Cette étude, à la différence de celle de Palmer, n'essaie pas de compenser les différences temporelles.) Elle conclut ainsi :

Les résultats montrent que les systèmes énergétiques qui reposent sur le nucléaire, l'hydroélectrique, le charbon et le gaz naturel [...] sont d'un ordre de grandeur plus efficaces que le photovoltaïque et l'éolien.

Conclusion

Ce serait vraiment bien s'il existait un moyen de contourner les limites dans un monde fini. Malheureusement, sur le long terme, c'est impossible. Au mieux, ce que peuvent faire les solutions écologiques, c'est de nous aider à éviter les limites pendant un petit peu plus longtemps.

Le problème auquel nous faisons face, c'est que les déclarations à propos des énergies vertes pèchent régulièrement par excès d'optimisme. Souvent, les comparaisons de coûts sont tout simplement fausses – par exemple, la prétendue quasi-parité réseau des panneaux solaires consiste à « comparer des choux et des carottes ». Un fournisseur d'électricité ne peut matériellement pas payer un utilisateur à hauteur du tarif de vente au détail de l'électricité pendant toute la période de production intermittente, sans finir par faire faillite. De même, il est facile de surpayer l'énergie éolienne si on la paie sur la base des prix de gros de l'électricité qui ont cours à ce moment-là. Nous aurons toujours besoin de notre système d'équilibrage du réseau électrique, et nous aurons toujours besoin de l'alimenter en combustibles fossiles ; il est donc indispensable que nous continuions à le soutenir financièrement.

Bien sûr, il y a bien des solutions vertes qui vont marcher, au moins jusqu'à ce que l'on

épaise les ressources nécessaires à la fabrication de ces solutions, ou que l'on atteigne d'autres limites. Par exemple, à certains endroits, la géothermie peut être une solution. À d'autres endroits, L'hydroélectricité, y compris celle « au fil de l'eau », peut en être une. Dans tous les cas, une étude préalable qui montre clairement les compromis à faire est indispensable. Certains nouveaux dispositifs, comme les lampes alimentées par la gravité ou les chauffe-eau thermo-solaires, peuvent être utiles, en particulier s'ils n'ont pas besoin de ressources qui font déjà défaut, et s'ils ne risquent pas de créer des problèmes de pollution sur le long terme.

Il faut attendre beaucoup moins de l'éolien et du photovoltaïque. Dès lors que la quantité d'électricité qu'ils injectent dans le réseau électrique cesse d'être très petite, le photovoltaïque et l'éolien en mer sont autant de puits d'énergie nets probables à cause de leurs besoins de stockage d'énergie et d'équilibrage. L'éolien terrestre est moins mauvais, mais ce que vont réellement apporter les éoliennes doit être étudié de près pour chaque site où on l'envisage d'en installer. Le besoin de fortes subventions doit être un drapeau rouge indiquant le risque que les coûts soient élevés, à la fois à court terme et à long terme. Un autre point à garder en tête est le fait que l'éolien risque de ne pas durer très longtemps en cas d'interruption des approvisionnements en pétrole, parce qu'il a fréquemment besoin de pièces de rechange qui proviennent de partout à travers le monde.

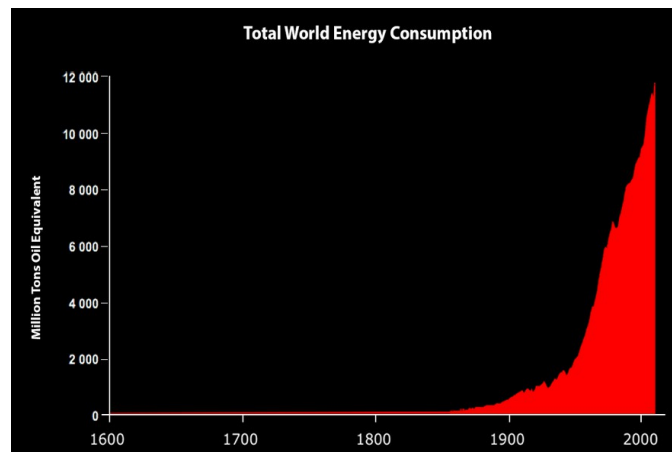
Ceux de nos concitoyens qui s'inquiètent de la viabilité à long terme du réseau électrique voudront sans doute s'acheter leurs propres systèmes solaires équipés d'onduleurs et de batteries de secours. Je ne vois aucune raison de les décourager s'ils sont prêts à faire de tels investissements – ils pourraient bien trouver ces systèmes utiles. Mais je ne vois aucune raison de les subventionner pour cela, sauf peut-être s'ils vivent dans des régions (comme par exemple sur les îles tropicales isolées) où le solaire est la manière la plus rentable de produire de l'électricité.

Notes :

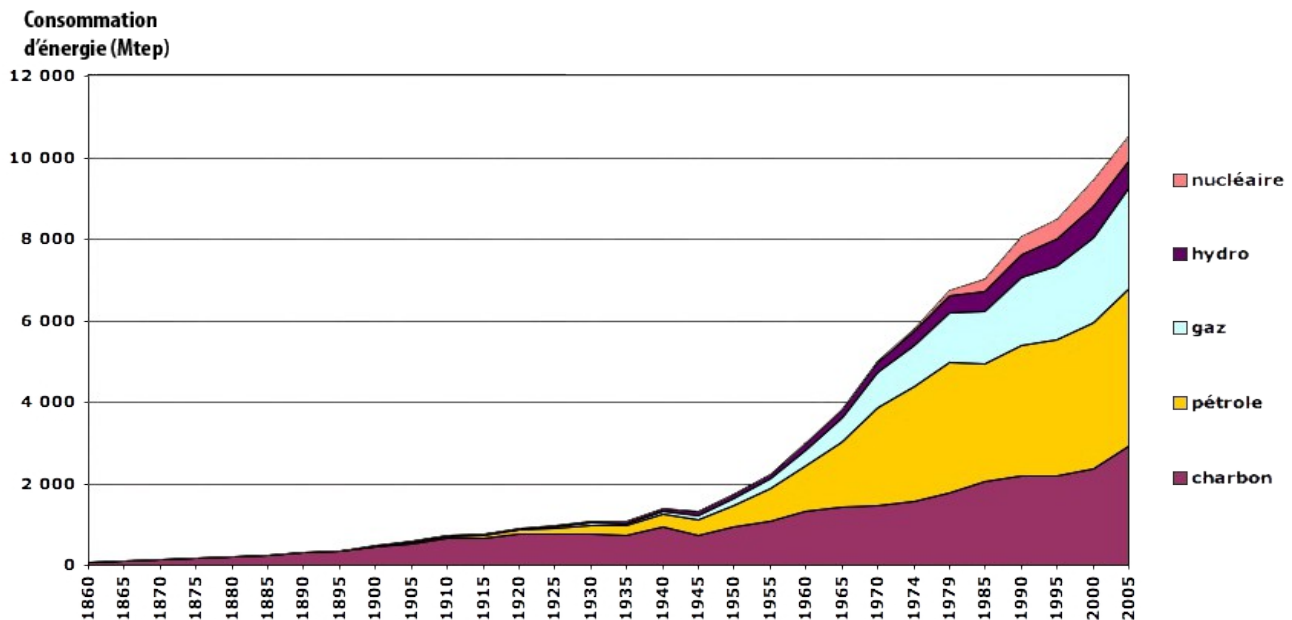
↑ [1] En 2013, le montant total des subventions accordées aux énergies renouvelables était de [121 milliards de dollars, selon l'AIE](#). Si l'on compare ce montant à la quantité d'énergies renouvelables (biocarburants + autres énergies renouvelables) listées dans le rapport annuel de référence publié par BP, on constate que la subvention par baril équivalent pétrole s'est montée à 48 dollars par baril équivalent pétrole. Il est probable que ces montants soient sous-estimés, parce que les biocarburants selon BP incluent des combustibles qui ne requièrent pas de subvention, comme par exemple les déchets de sciure de bois brûlés pour obtenir de l'électricité.

↑ [2] Le travail de Palmer est publié dans « *Énergie en Australie : pic pétrolier, électricité solaire, et croissance économique en Asie* » ([Energy in Australia: Peak Oil, Solar Power, and Asia's Economic Growth](#)), publié par Springer en 2014. Ce livre fait partie de la série des *Briefs in Energy* du Professeur Charles Hall.

A quoi ressemble notre consommation énergétique actuellement ?



Depuis 1860, date des premières statistiques que j'ai pu trouver, la consommation énergétique mondiale n'a cessé de croître de manière plus ou moins exponentielle (ci-dessous).



Evolution constatée de la consommation totale d'énergie commerciale (c'est à dire hors bois, dont une large part échappe aux circuits commerciaux), depuis 1860, en millions de tonnes équivalent pétrole (une tonne équivalent pétrole = 11600 kWh).

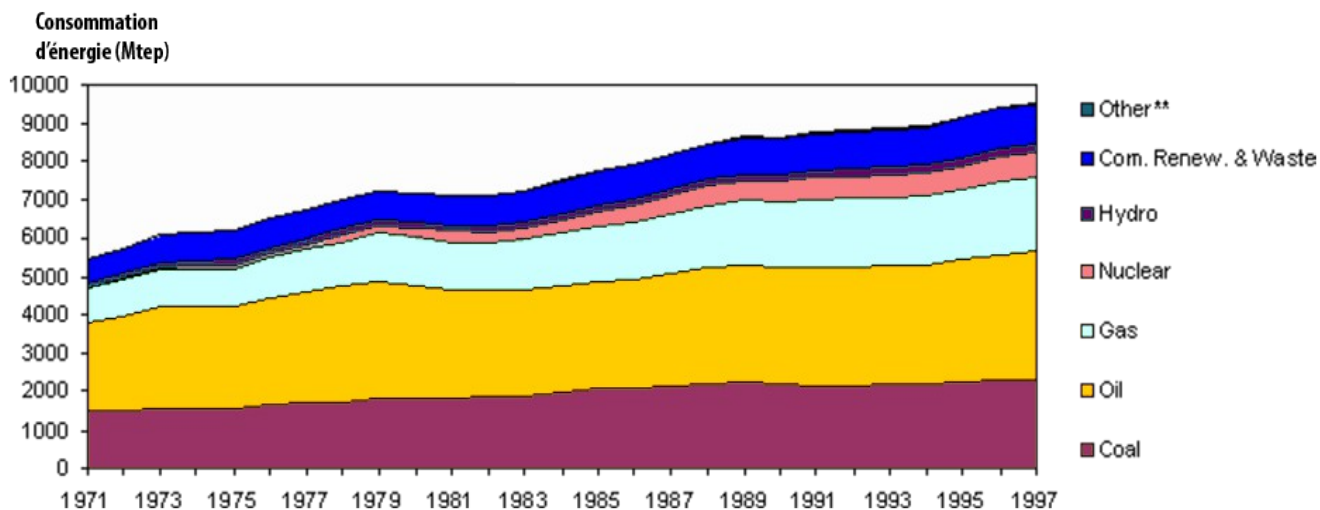
Nous avons là une belle exponentielle ! On constate facilement que :

- ni la guerre de 14, ni celle de 39, ni le choc pétrolier de 1974, ni la « Guerre du Golfe » n'ont affecté significativement une hausse constante,
- nous sommes massivement dépendants des énergies fossiles (85% de l'approvisionnement mondial aujourd'hui),
- les diverses énergies se sont plus « surajoutées » que substituées, et en particulier le pétrole n'a pas tué le charbon, dont la consommation continue de croître, et le

gaz n'a pas tué le pétrole !

Sources : Schilling & Al. 1977, [Agence internationale de l'Energie](#), Observatoire de l'Energie.

Un zoom sur la période récente confirme que les 2 chocs pétroliers et la Guerre du Golfe ont conduit à un léger infléchissement passager, mais rien de plus.



Evolution de la production d'énergie primaire mondiale de 1971 à 1997 répartie par sources d'énergie. Les combustibles des transports maritimes et le marché de l'électricité ne sont pas compris.

La répartition différente entre nucléaire et hydroélectricité (par rapport au premier graphique de la page) tient à une différence dans les [coefficients de conversion](#).

On voit très clairement que les sources non fossiles (nucléaire, hydroélectricité) sont très minoritaires. Attention : les renouvelables comprennent le bois de chauffage, qui, sans replantation (ce qui est le cas dans les pays tropicaux), ne devrait pas rentrer dans cette catégorie (puisque le bois n'est alors pas renouvelé !).

Mtep = millions de tonnes d'équivalent pétrole

Coal = charbon

Oil = pétrole

Gas = gaz

Nuclear = nucléaire

Renewable = renouvelables

Other* = autres = solaire, éolien, chaleur, etc.

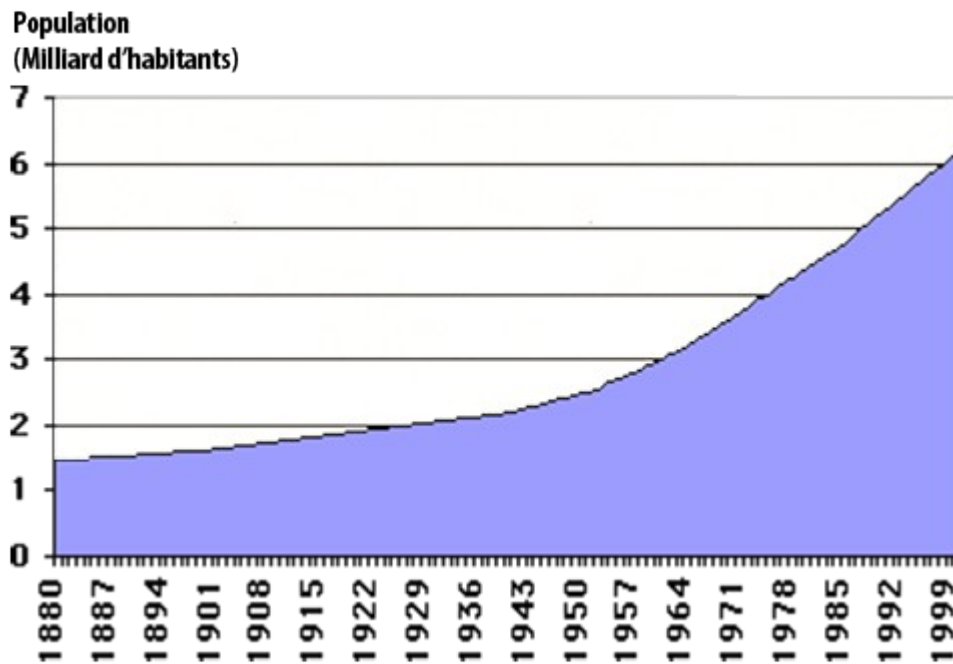
Source : [Agence internationale de l'Energie](#).

Et à l'avenir ?

La quasi-totalité de nos émissions de CO₂ – et une partie des émissions des autres gaz à effet de serre – sont issues de notre consommation énergétique. Or, tendanciellement,

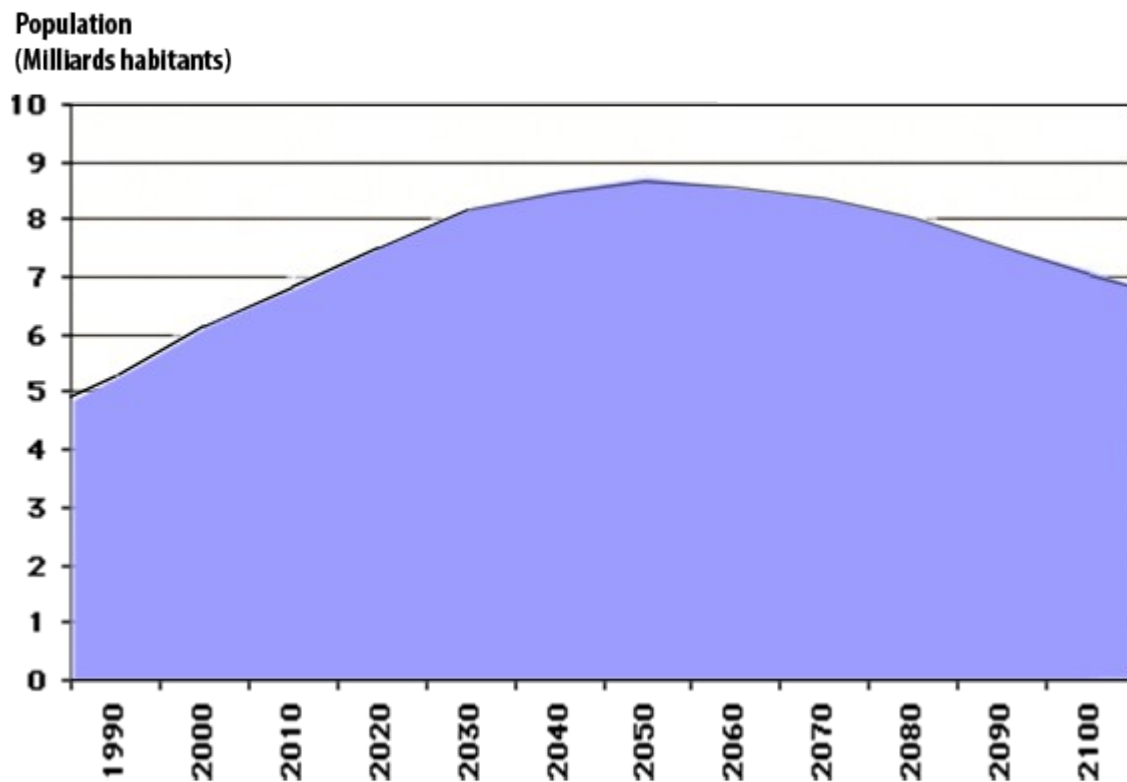
c'est à dire « si on continue comme maintenant », les consommations d'énergie vont fortement augmenter,

- sous l'effet de la croissance démographique de première part,



Evolution démographique mondiale constatée de 1880 à 2001, en milliards d'hommes.

Source : Musée de l'Homme.



Un exemple d'évolution démographique projetée, en milliards d'hommes, jusqu'en 2100.

NB : il y a bien sur plusieurs scénarios de croissance démographique possibles, et même une infinité ! Par exemple, un autre scénario du GIEC débouche sur 15 milliards d'hommes en 2100.

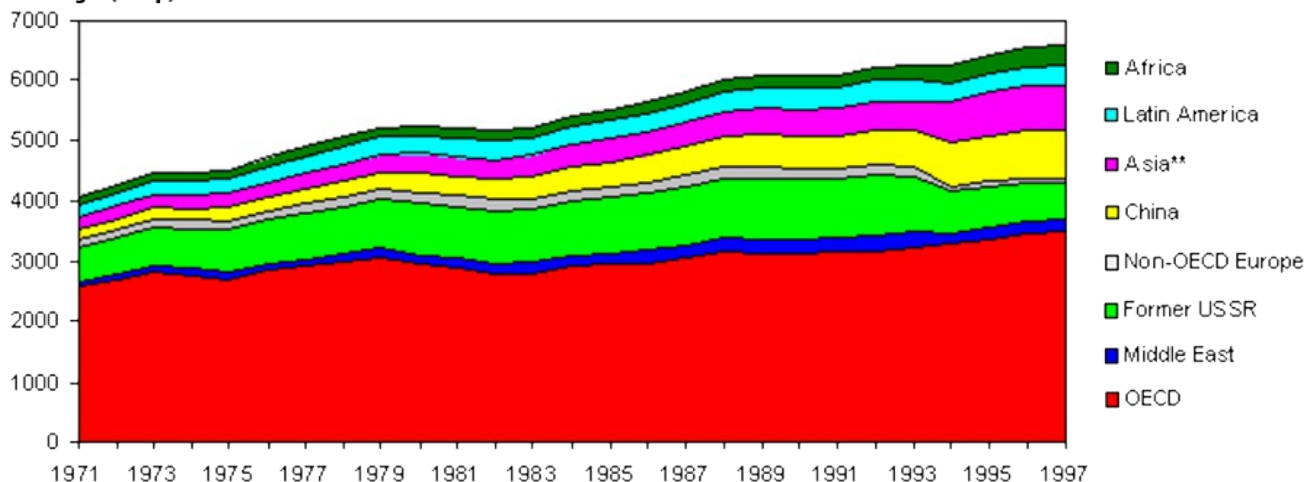
Toutefois il s'agit toujours d'évolutions « douces », de telle sorte qu'il n'existe aucun scénario prévoyant une diminution rapide de la population dans les décennies à venir : aucun « prévisionniste » ne table sur une épidémie massive ou une guerre mondiale, deux éventualités parmi d'autres que pourtant personne ne peut déclarer comme impossibles.

Un scénario n'est donc rien d'autre que la réponse à des hypothèses bien précises, et plus ou moins probables et exhaustives, et personne ne peut parler de « prévision exacte », par nature impossible à faire.

Source : GIEC.

- sous l'effet de la croissance économique ensuite, sachant que la corrélation entre croissance de la consommation d'énergie et croissance économique est actuellement assez forte avec notre système socio-économique en vigueur (ce qui marche dans les deux sens : une bonne récession, il n'y a aujourd'hui rien de tel pour faire baisser la consommation d'énergie !)

Consommation mondiale d'énergie (Mtep)



Evolution de la consommation d'énergie finale mondiale de 1971 à 1997 répartie par région.

L'Asie ne comprend pas la Chine.

Ce zoom sur les années récentes illustre le corrélation mentionnée ci-dessus : on constate facilement une brusque contraction de la consommation énergétique des pays composant l'ex URSS au début des années 90, juste après la chute du communisme (en vert clair), au moment où ces pays ont enregistré une très importante récession. Cette évolution est aussi marquée, quoi que moins facile à lire sur le schéma, pour les anciens

pays communistes d'Europe de l'Est (non-OCDE Europe). Les chocs pétroliers (lorsque le prix de l'énergie augmente, en 1974, 1979, 1990) ne conduisent qu'à une stabilisation au niveau mondial, mais pas à une diminution significative.

Source : [Agence internationale de l'Energie](#).

- enfin d'un [souhait d'augmentation de la consommation d'énergie par habitant](#).

Pourquoi est-ce que nous aurons cette augmentation « en continuant comme maintenant » ?

Parce que, dans les pays occidentaux :

- Nous consommons de plus en plus de produits manufacturés dont la fabrication coûte de l'énergie et engendre des émissions de gaz à effet de serre (c'est la fameuse « augmentation de la consommation des ménages », que tout le monde considère généralement comme étant une bonne nouvelle),
- Nous nous déplaçons plus souvent et plus loin, et considérons cette possibilité comme un droit non négociable,
- Nous mangeons de plus en plus de viande (enfin cette augmentation semble s'être un peu stabilisée récemment), or la production de viande, étonnamment, requiert une grande consommation d'énergie fossile ; « dans » un kg de bœuf il y a plusieurs kg d'hydrocarbures !
- Bref la « croissance économique » (la fameuse croissance, qui est aussi considérée comme une bonne nouvelle) [a tendance à nous faire consommer plus d'énergie](#), même avec la « dématérialisation » de l'économie.

Et parce que, dans les pays « en développement » :

- Les habitants aspirent à rouler en voiture, comme nous,
- ils aspirent à prendre l'avion, comme nous,
- ils aspirent à consommer beaucoup de biens de consommation, comme nous.
- ils aspirent à manger beaucoup de viande, comme nous (la consommation de viande a été multipliée par 5 en France de 1800 à 2000, et je suis prêt à parier une partie de mes économies qu'une évolution semblable s'est produite dans bon nombre de pays occidentaux).
- Bref ils aspirent à notre mode de vie, particulièrement à celui des américains, qui sont les plus gros consommateurs d'énergie par habitant de la planète, et qui, à travers leurs exportations audiovisuelles, qui sont les premières du monde, peuvent montrer leur manière de vivre à la terre entière.

A l'évidence, [nous ne saurions les empêcher d'augmenter leur consommation de manière pacifique sans changer nous mêmes nos modes de vie](#).

Il existe de nombreux scénarios concernant la consommation d'énergie à l'avenir, et les émissions de gaz à effet de serre qui sont associées. On peut trouver sur une autre page de ce site internet une description sommaire des [scénarios utilisés par le GIEC pour alimenter les modèles climatiques](#), ou encore, sur une autre page, quelques réflexions sur les scénarios qui figuraient dans le « [Rapport du Club de Rome](#) ».

Une remarque importante pour finir : les scénarios habituellement diffusés par les grands organismes internationaux (OCDE, World Energy Council, United Nations, etc) ne prennent en compte aucun « bouclage », c'est à dire que la consommation d'énergie n'est infléchie par aucun événement négatif qui découle précisément de la consommation d'énergie. Par exemple aucun scénario de ces grands organismes ne considère [l'éventualité qu'une conséquence déjà significative du changement climatique](#) vienne tellement perturber les activités humaines que la consommation d'énergie cesserait d'être une fonction croissante. Seul le Club de Rome avait tenté ce genre d'expérience, mais sa méthodologie n'a pas fait beaucoup de petits au sein des organismes sus-mentionnés.

Développement minier dans la deuxième moitié de l'ère des métaux

Publié par [Harvey Mead](#) le 28 Mar 2015

[Ce texte](#) représente la version préliminaire du chapitre sur l'activité minière préparé dans le cadre des travaux visant la publication d'un livre fournissant le portrait du Québec dans le contexte de l'effondrement prévisible. Le livre était prévu comme l'oeuvre d'un collectif, mais a dû être abandonné. Il avait comme titre provisoire *Les indignés sans projets? – des pistes pour le Québec*.

Le texte se fonde sur le chapitre de *L'indice de progrès véritable: Quand l'économie dépasse l'écologie*. Ce chapitre 8, intitulé « Éliminer son capital sans le reconnaître », représente le plus long chapitre du livre, et va plus loin dans la réflexion présentée ici.

Chapitre 5 : Développement minier dans la deuxième moitié de l'ère des métaux Harvey L. Mead

Texte préliminaire mai 2013

Introduction

Un potentiel mal évalué mais possiblement intéressant pour le long terme

Le développement des ressources non renouvelables - en réserve

Un contexte radicalement différent de celui normalement reconnu

La question de la demande à l'avenir

**Approche au « boum minier », au développement minier tout court
Intérêt long terme de l'activité minière
L'exploration Transformation au Québec?
Les enjeux pour l'État**

Introduction

Soixante années de développement ont livré aux pays riches un niveau de vie qui est l'envie de l'humanité. Elles ont par contre progressivement manifesté, à travers le temps, des crises environnementales et sociales croissantes. Tel que montré dans le Chapitre 2, l'empreinte écologique fournit une première mesure de ces crises en indiquant que nous dépassons par trois fois la capacité de la planète à soutenir notre activité au Québec. En complément à ceci, le calcul de l'IPV suggère que le PIB surestime notre « bonheur » par un facteur de trois. L'empreinte et l'IPV reconnaissent donc les « effets pervers » de notre activité économique et, à sa base, de notre surproduction et de notre surconsommation.

C'est dans un tel contexte qu'il faut aborder les débats en cours sur la façon de gérer ce qui semble être un « boum minier » et un potentiel important pour le développement économique fondé sur les ressources non renouvelables. Au Forum sur les redevances minières tenu par le MRN le 15 mars 2013 aux HEC, il était intéressant de voir se dérouler un débat assez vif mais manquant vraiment ce contexte. La vérification de l'activité minière du côté gouvernemental que j'ai faite en 2008 l'établit et nous a fait découvrir que ni le MRN ni le ministère des Finances ne se posait la question pour laquelle nous cherchions une réponse : De quelle façon le développement minier s'insère-t-il dans la recherche du bien commun de la société? Dominic Champagne est intervenu pour poser la même question lors du Forum, et c'était encore difficile de voir un portrait global raisonnable se dessiner en réponse.

Finalement, le Forum était un exercice qui rappelait celui de 2008, mais dont un petit « rapport de vérification » arrive à un constat plus général. Tous les intervenants de l'industrie soulignaient que le secteur connaît globalement aujourd'hui (i) des hausses de coûts, (ii) des baisses de teneur dans les gisements, (iii) un accès de plus en plus difficile à ces gisements et (iv) des hausses de prix. Ce sont justement ces caractéristiques qui définissent, dans le secteur énergétique, le recours aux combustibles non conventionnels qui dominent le portrait désormais (voir le Chapitre 5 à ce sujet). Ces ressources marquent ce que l'on appelle « la deuxième moitié de l'ère du pétrole », qui nous met devant des défis énormes.

Le secteur minier se montre très dépendant d'intrants énergétiques, et par la progression en importance de ces caractéristiques pour les métaux, le secteur montre une situation où

il y a lieu de craindre que nous entrons aussi dans une « deuxième moitié de l'ère des métaux ». Même si la taille des enjeux ne s'avère pas aussi dramatique que dans le secteur de l'énergie fossile, les caractéristiques qui montrent que le secteur est de plus en plus énergivore font que ce qui frappe le secteur de l'énergie frappe également le secteur minier.

Il n'en était aucunement question lors des échanges pendant le Forum, même s'il y avait des interventions cherchant à mettre en question la position de l'industrie. La Coalition pour que le Québec ait meilleure mine avait émis un communiqué fournissant les grandes lignes d'une position allant dans le sens de notre questionnement de 2008, et de celui de Dominic Champagne au Forum¹ ; elles rejoignent aussi les propositions d'Yvan Allaire, auxquelles nous reviendrons.

La Coalition proposait que l'État retire des activités d'exploration des bénéfices en proportion de sa part dans les investissements, ce qui transformerait ce qui est aujourd'hui un don. Elle proposait aussi que les différentes mesures fiscales et autres pour soutenir l'exploitation soient revues à la baisse, pour que les revenus venant de l'imposition du profit de l'industrie augmentent; encore une fois, c'est un début du processus de nationalisation que nous avons proposé dans le livre sur l'IPV. Sa demande pour plus de transparence dans la divulgation d'informations financières ne ferait que rendre plus évident l'intérêt d'un tel processus.

La Coalition restait curieusement restreinte dans sa proposition de base pour une augmentation des revenus de l'État, lorsque celle-ci est comparée à ce que Yvan Allaire propose et dont nous faisons part dans « Boum minier : un piège? »². Allaire présente en détail l'argumentaire qui irait jusqu'à une « confiscation » de 80 % du taux de rendement interne (TRI) dans l'industrie. Allaire a peut-être raison que les profits de l'industrie sont tels qu'elle accepterait une telle intervention, mais celle-ci représente, encore une fois, une forme de nationalisation.

Du côté de la société civile présente au Forum, il semblait y avoir au moins un consensus, que le bilan global incluant autant les coûts que les bénéfices soit fait et que le Québec se dote d'une politique minière qui reflète un tel bilan. Si une telle politique reflétait la perte sèche d'un capital naturel que représente l'exploitation des ressources non renouvelables, elle risquerait fort d'annoncer un processus de nationalisation de l'activité minière, dont nous esquissons ici quelques éléments.

Un potentiel mal évalué mais possiblement intéressant pour le long terme

L'ensemble de notre travail dans ce livre part d'une reconnaissance du dépassement par l'humanité de la capacité de support de la planète nécessaire pour le maintien de ses activités. Dans le secteur minier, ce dépassement se reflète dans la qualité des ressources non renouvelables aujourd'hui par rapport à ce qui a été connue dans les décennies

précédentes. L'exploitation minière comporte des coûts de plus en plus importants et – facteur fondamental – ces coûts sont

¹ <http://www.naturequebec.org/nouvelles/actualites/rendez-vous-des-minieres-quebec-meilleuremine-exhorte-les-minieres-a-sortir-du-statu-quo/>

² <http://www.harveymead.org/2013/02/15/boum-minier-un-piege/>

en grande partie des coûts en énergie. Devant des hausses prévisibles et importantes pour n'importe quelle forme d'énergie, mais en particulier, pour l'énergie fossile inhérente dans l'exploitation minière contemporaine, les projections de la demande et donc de l'offre doivent être complètement révisées.

Témoin des principes en cause, le Québec n'a aucun intérêt à voir une entreprise (voire une entreprise d'État) étrangère prendre le contrôle d'un gisement et en exporter ses ressources – à moins d'en exiger des redevances et d'autres bénéfices qui diminuent d'emblée et pour autant l'intérêt de cette même entreprise à procéder. Une telle situation aboutit presque directement à la conclusion que l'État doit avoir un rôle de maître d'oeuvre dans les activités d'exploitation minière. L'intervention proposée ici escompte les analyses économiques courantes qui guident les décisions d'investissement et tient compte du fait que cette exploitation représente une perte collective, à moins que les « profits » ne soient investis dans un fonds souverain.

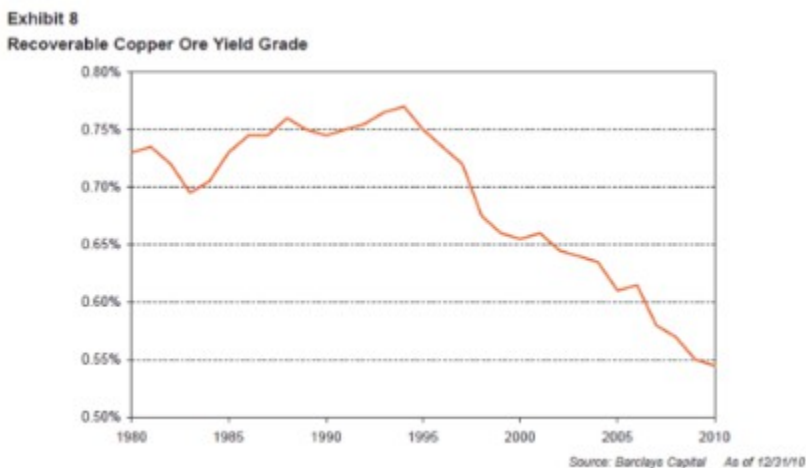
Le portrait du développement minier du Québec dans les décennies à venir dépendra d'une demande venant surtout de pays émergents qui cherchent à rattraper les pays riches, et on doit présumer que la demande fléchira. Le portrait de ces pays émergents,

en particulier celui de la Chine fait par la Banque mondiale,³ nous paraît en contradiction avec les limites qui s'imposeront à l'activité économique, et les

transformations sociales souhaitables et probables. À titre d'exemple, Rubin souligne⁴ la problématique associée au besoin de cuivre pour le processus planifié dans *China 2030*. D'ici 2030, la Chine aura besoin d'environ 20 millions de tonnes de cuivre pour soutenir ce processus (sans parler du fer, du béton et de l'énergie pour ceux-ci), alors qu'elle consomme actuellement environ 7 millions de tonnes.

La demande projetée pour la Chine d'ici une vingtaine d'années équivaut à la production mondiale de cuivre aujourd'hui, alors que nous rentrons dans la deuxième moitié de l'ère des métaux, où la teneur des gisements est en chute libre depuis vingt ans et où des compagnies sont à 15 000 pieds dans les Andes en train de proposer le déménagement d'un glacier pour avoir accès à un gisement potentiel. *China 2030* n'en parle même pas, mais l'analyste financier Jeremy Grantham en fournit le portrait.

Figure 1 : Teneur des gisements de cuivre 1980-2010



Le « développement » envisageable ne sera ni celui de la croissance économique ni celui de l'urbanisation massive, toutes deux ahurissantes et conçues en cherchant à imiter le modèle des pays déjà « développés ».

Un contexte radicalement différent de celui normalement reconnu

Il nous faut justement jeter un regard sur l'ensemble des processus en cours pour avoir une idée de leur contribution à un véritable progrès. Les projets d'exploitation des ressources non renouvelables du Québec se situent dans ce contexte global. D'une part, la demande est en bonne partie fonction de la croissance économique des pays émergents décrite, et une hypothèse de départ pour le présent travail est à l'effet que cette croissance ne pourra pas continuer dans sa forme actuelle. D'autre part, la valeur – le prix – de ces ressources est établie par les marchés, et ceux-ci sont non seulement en croissance mais sont fonction de facteurs fondés dans le court terme, alors que l'objectif de notre travail dans ce livre est d'établir des orientations pour le long terme. Le prix qu'un producteur peut demander s'établit en fonction de ceux établis par d'autres producteurs, et tout le jeu de la mondialisation se trouve inhérent donc dans l'exploitation projetée, impliquant toutes les problématiques de l'investissement à l'échelle internationale.

Pour la planification de l'activité minière au Québec dans les prochaines décennies, nous proposons qu'il faut se baser sur une demande plutôt restreinte et plutôt stable, celle nécessaire pour permettre aux populations des pays pauvres, passant à travers des effondrements prévisibles, d'atteindre un niveau de vie acceptable. Par ailleurs,

l'exploitation doit tenir compte de la possibilité que la demande fluctuera en fonction des cycles connus dans le secteur et que de nouveaux matériaux peuvent arriver dans les marchés et éliminer la demande pour un minéral quelconque. Une décision de les exploiter rapidement pour tenir compte de la demande actuelle et pour éviter le risque de remplacements doit être fondée sur une comparaison entre les bénéfices (et les coûts) à court terme ainsi générés et le risque qu'il n'y aura pas de bénéfices (et de coûts) possibles dans le long terme. Contre les faibles bénéfices normalement établis pour les pays producteurs par le marché, ciblant à la place les intérêts des entreprises, se mettent dans la

⁵ Jeremy Grantham, « Time to Wake Up : Days of Abundant Resources and Falling Prices Are Over Forever » (2011) -<http://www.resilience.org/stories/2011-04-29/time-wake-days-abundantresources-and-falling-prices-are-over-forever>

balance des bénéfices prévisibles dans le long terme et comportant possiblement une augmentation de la valeur de ces ressources en fonction de leur rareté croissante.⁶ Par ailleurs, tout le secteur est connu maintenant pour le faible nombre d'emplois en cause et une tendance croissante qui voit les entreprises multinationales fournir de leurs bases à l'étranger les travailleurs qu'il leur faut. Même s'il y a des emplois pour des travailleurs du Québec, ceux-ci sont assujettis à un régime de travail qui nuit grandement à toute qualité de vie; le recours au *flyin-fly-out* comporte des horaires de travail incompatibles avec la vie normale en société telle que nous la reconnaissons.

Un déterminant fondamental de la prise de décision habituelle est la croissance économique générée par l'exploitation, et celle-ci comporte tous les défauts du recours au PIB comme indicateur du progrès de la société.⁷ Entre autres, la maladie hollandaise largement reconnue comme effet pervers de l'exploitation (et de la croissance) exige que les bénéfices soient investis, soit à l'étranger soit dans un fonds souverain qui investit à l'étranger. Finalement, le caractère non renouvelable de ces ressources exige que leur exploitation se fasse en se fondant sur l'hypothèse que cette exploitation représente une diminution de la richesse du capital du pays producteur.

Les revenus ne doivent pas être attribués au compte courant, et il n'y a donc pas d'importants bénéfices reconnaissables dans l'opération pour le court terme, ni du côté des emplois ni du côté des revenus. Tout notre travail doit être fonction d'une transformation de l'épuisement de ces ressources en bénéfices permanents à long

⁸ terme. Nous y reviendrons.

Un tel contexte fait que l'exploitation minière ainsi conçue devrait se faire ici en

fonction (i) d'une demande stable et restreinte présumée sur le long terme, tel que mentionné plus haut, demande qui justifie les travaux et les investissements, (ii) d'un calcul qui escompte l'intérêt ou le manque d'intérêt de la valeur des ressources établie par les marchés, qui cible le court terme, en faveur d'un calcul beaucoup plus compliqué et (iii) d'une gestion de l'activité en vue du long terme qui va presque à contre-courant des pratiques du milieu. Ces facteurs, et le contexte global

⁶ Voir Mousseau, *Le défi minier*, pour un portrait général de la situation.

⁷ Voir deux livres de la Banque mondiale sous la direction de Kirk Hamilton : *Where is the Wealth of Nations?* (2006) <http://siteresources.worldbank.org/INTEEI/2145781110886258964/20748034/All.pdf> et *The Changing Wealth of Nations : Measuring Sustainable Development in the New Millenium* (2011) <http://siteresources.worldbank.org/ENVIRONMENT/Resources/ChangingWealthNations.pdf>

⁸ Même la Banque mondiale souscrit à ce principe, dans « Inclusive Green Growth » (2012) http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf pp.123+ : « Economic growth in countries with non-renewable resources is a process of extracting resources efficiently and investing revenues from these resources in other forms of productive capital that can continue to produce income after the nonrenewable resources are depleted. Only in this way can these resources be used to promote sustainable development. » sections 123-124.

décrit ici, aboutissent à la conclusion par un autre biais que l'État doit être l'acteur qui contrôle l'activité, cela en reconnaissant aussi les risques inhérents dans l'activité tout autant que les bénéfices.

Nous ne parlons pas dans ce chapitre d'une éventuelle exploitation possible de ressources énergétiques fossiles – le pétrole et le gaz de schiste, surtout. Dans le chapitre sur l'avenir énergétique du Québec, nous proposons que de tels investissements vont à l'encontre de ce qui est révéle par les travaux des économistes biophysiques. Le trésor promis par les ressourcespétrolières de schiste sur Anticosti, par exemple, est presque certainement un leurre. L'ÉROI de l'opération fait que l'extraction ne fournira probablement pas des résultats suffisants pour maintenir notre civilisation, totalement dépendante comme elle est d'énergie bon marché; l'exploitation des ressources non conventionnelles dans un tel contexte équivaut à se placer dans un déclin annoncé, diminuant autant les occasions pour investir ailleurs, dans un avenir que nous souhaitons soutenable.

Le modèle établi par la Norvège pour l'exploitation de ses gisements de pétrole montre la voie pour des interventions dans le développement minier. Ce modèle est, finalement, un guide pour ce que nous proposons pour la gestion de l'activité minière, tout en reconnaissant que la Norvège a pu fonder ses interventions sur un énorme gisement connu, alors que le développement minier au Québec comporte beaucoup d'inconnus.

Approche au « boum minier », au développement minier tout court

On peut comprendre une partie du défi en cause en pensant à ce que nous avons fait avec le cuivre, dont la production a diminué de 83 % avec l'épuisement des gisements, une situation qui a abouti au lancement d'un « Plan cuivre ».

Figure 2 : Expéditions québécoises de cuivre 1965-2009



Ou bien nous procédons comme beaucoup l'ont fait, en présumant qu'il y aura toujours d'autres ressources que nous n'aurons qu'à trouver, ou bien nous procédons en reconnaissant que nous allons épuiser nos réserves et nous trouver appauvris par après. Pour une multitude de raisons présentées un peu partout dans ce livre, c'est presque de l'inconscience que de procéder selon la première approche.

⁹ Harvey L. Mead, *L'indice de progrès véritable : Quand l'économie dépasse l'écologie*, Multimondes 2011, p.131

En prenant la deuxième approche, nous devons oublier donc l'idée que l'activité générée par l'exploitation suffit à elle seule à répondre à nos besoins et se justifie ainsi. Elle va terminer, et pour mieux saisir l'importance d'une telle situation, nous n'avons qu'à regarder la frénésie avec laquelle tous cherchent aujourd'hui de nouvelles réserves de pétrole et de gaz – et de métaux. Nous avons exploité d'abord les gisements riches et faciles d'accès, et sans avoir préparé l'événement, nous nous trouvons aujourd'hui avec un prix pour les ressources non renouvelables « non conventionnelles » qui reflète la rareté croissante des réserves conventionnelles. L'accent est presque toujours mis sur les ressources énergétiques, mais les réserves des métaux deviennent de plus en plus non

¹⁰ conventionnelles aussi. Ce prix élevé gruge directement dans notre capacité de faire

autre chose, de continuer à maintenir notre bien-être.

C'est cette situation d'appauvrissement inéluctable qui marque le secteur minier, et l'IPV en tient compte en insistant sur une approche à l'exploitation qui propose de convertir les pertes de capital en cause en une annuité perpétuelle. La valeur des expéditions est la valeur de la perte pour la société de l'activité minière, et à part la récupération par la société de cette valeur qu'on appelle *ad valorem*, il n'y a pas de moyen de calculer une redevance qui correspond à une compensation pour la perte. Ces considérations aboutissent à la conclusion qu'une « nationalisation » de l'activité est dans l'intérêt de la société, quitte à reconnaître que cela comporte différentes modalités possibles.

Nous avons déjà indiqué jusqu'à quel point les interventions qui ne se voient pas de cette façon représentent néanmoins une tendance en ce sens. La proposition d'Yvan Allaire de l'Institut de la gouvernance des organisations privées et publiques (IGOPP) d'imposer le TRI des entreprises à hauteur de 80 % représente une intervention majeure de l'État dans les affaires privées qui répond directement aux arguments qui nous

12

mènent à proposer la nationalisation.

Pour les mêmes raisons qui aboutissent à cette ponction dans les revenus des entreprises, l'État ne doit pas prendre ces revenus à lui pour les appliquer au compte courant, puisque ces revenus représentent la valeur du passif encouru pour les obtenir. Il lui faut justement créer ce que l'on convient d'appeler un fonds souverain. *L'intérêt* provenant d'un tel fonds, s'il y en a, constitue le bénéfice de l'activité minière par rapport à une décision de ne pas exploiter la ressource.

Bref, la décision de procéder à l'exploitation minière dans la transition nécessite une planification

¹⁰ Pour un survol des arguments mettant un accent sur le caractère non conventionnel des réserves actuelles, voir Charles Hall -<http://www.uvm.edu/~jdericks/BPE4/b4s1.pdf>

¹¹ Même certains acteurs du secteur financier sont maintenant préoccupés par cette situation. Voir pour les implications du changement dans les réserves énergétiques *Perfect Storm* de Tim Morgan de Tullett Prebon de la City de Londres -<http://ftalphaville.ft.com/files/2013/01/Perfect-Storm-LR.pdf>

¹² « Une politique pour l'industrie minière québécoise », juin 2012
http://igopp.org/IMG/pdf/allaire-politiques_de_redevances_et_de_taxes_minieres-_mai_2012.pdf

des opérations qui soustrait l'activité minière des cycles à court terme du marché, tout

comme d'une demande jugée extrêmement importante mais probablement de court terme aussi venant des pays émergents, surtout la Chine. Les modèles d'exploitation minière où l'on a vu l'État *donner* la ressource doivent remonter désormais à une autre époque, où on pensait avoir des ressources qui étaient à toutes fins pratiques sans limites et où l'énergie pour les extraire était également jugée sans limites. Avec la proposition d'Allaire, la frénésie du court terme qui marque la réponse à un boum ressenti est plutôt domptée par le fait que les bénéfices exceptionnels recherchés dans un tel contexte iront en grande partie à l'État.

La question de la demande à l'avenir

Depuis plusieurs années maintenant, la croissance de la demande mondiale pour les ressources naturelles provient des pays émergents, et surtout de la Chine, cela même en compensant pour une certaine baisse de la demande provenant des pays riches. La Chine continue à frôler une demande qui représente la moitié de la demande mondiale, pour plusieurs ressources. Jeremy Grantham, analyste financier de Wall Street déjà mentionné, est intervenu en 2011 pour établir la situation, dans le contexte d'un calcul du changement de paradigme en cours en ce qui a trait aux ressources (les 33 « commodités » de base suivies par un indice utilisé par sa compagnie).

Il présente tout d'abord le graphique qui montre la tendance à la baisse du prix des commodités de base des sociétés modernes, pendant près d'un siècle, pour insister sur un « grand changement de paradigme » dans la hausse en cours depuis 2002 et qu'il juge permanente.

Figure 3 : Le grand changement de paradigme dans le prix des commodités



Grantham montre la part du marché occupée par la Chine, presque démesurée (Exhibit 3, p.8) et complète sa présentation en calculant les probabilités statistiques qui

soutiennent son constat d'un changement de paradigme (Exhibit 4, p.9). Ces calculs amènent Grantham à la conclusion que l'époque de notre développement associée aux ressources abondantes et à faible prix est

13 Jeremy Grantham de GMO, *op. cit.*

terminée, définitivement. Comme il dit dans un suivi de ce rapport publié en 2012, nous sommes dans une ère où la croissance zéro est prévisible et inéluctable.¹⁴

Nous mettons donc presque entre parenthèses l'embellie qui marque toute discussion et toute analyse de la demande pour un futur assez proche. *China 2030*, déjà mentionnée, alimente cette embellie, projetant sur les deux prochaines décennies une croissance de la demande chinoise pour, entre autres, déménager environ 300 millions de paysans dans de nouvelles villes. Comme nous soulignons dans notre travail de 2012 portant sur la mise à jour des travaux du Club de Rome dans *Halte à la croissance!*, l'obligation de détourner de plus en plus de capital pour couvrir les exigences croissantes en énergie pour le maintien de notre civilisation nous amène directement dans une « récession »

permanente.¹⁵ *China 2030* représente le maintien du déni des crises écologiques par l'ensemble des décideurs de la planète, déni qui se butera à la réalité, suivant Grantham aussi bien que le Club de Rome, dans les deux prochaines décennies.

Notre conception donc d'une « stratégie industrielle » pour encadrer la programmation de notre développement minier s'avère à contre-courant. Nous présumons d'un ralentissement marqué de la demande tout en nous permettant de maintenir l'espoir que la civilisation que nous connaissons pourra se maintenir, bien qu'à un niveau bien réduit de consommation de ressources. Il y aura donc une demande moindre, mais continue, pendant les prochaines décennies, à travers des perturbations marquées et fréquentes.

Intérêt long terme de l'activité minière

Probablement le principal défi de toute l'opération est la recherche d'une façon sécuritaire d'investir la rente obtenue par l'État propriétaire de la ressource exploitée pour générer un bénéfice à long terme. Dans une époque où les milieux financiers sont tout sauf sécuritaires, on ne peut qu'espérer que la Caisse de dépôt et de placement (ou une autre institution gouvernementale) ait la responsabilité de gérer la rente, et cela, à un niveau de risque, et donc de rendement, bien inférieur à ce que la Bourse et les marchés financiers semblent offrir (avec leurs risques propres et des effondrements à répétition). Nous traitons de cette question dans le Chapitre 11.

Il faut inclure dans le bilan une prise en compte tout à fait « ordinaire » de la situation actuelle pour décider des politiques à adopter. Le rapport de vérification du Commissaire au développement durable de 2009 a montré qu'entre 2003 et 2008, le

gouvernement a dépensé en bénéfices fiscaux, en crédits d'impôt et en subventions directes pour l'exploration et

14

« On the Road to Zero Growth », GMO Quarterly Letter, novembre 2012 - http://www.gmo.com/websitecontent/JG_LetterALL_11-12.pdf Il faut bien souligner que ce constat se fait sans tenir compte de la question de la pertinence du PIB pour mesurer notre « progrès », ce que Grantham ne discute même pas. Notre calcul pour le Québec indique que le PIB surestime par trois fois cette contribution. L'approche de Grantham est plus près de celle de l'empreinte écologique, où le Québec définit une situation qui exigerait trois planètes si toute l'humanité vivait comme lui.

15

« Échec du mouvement environnemental » - <http://www.harveymead.org/2013/01/10/224/>

l'exploitation plus de deux fois les bénéfices obtenus par les droits miniers. Cela n'inclut pas le coût du maintien du personnel du Ministère nécessaire pour (essayer d') encadrer toute cette activité, ni, probablement, d'autres dépenses.

Ces dépenses, aujourd'hui, sont à peine moindres que le maximum envisagé par différents scénarios pour les redevances à l'avenir. À cela s'ajoute l'intention, du moins dans le projet du Plan Nord retenu sous un autre nom par le gouvernement Marois, de procéder à la construction d'infrastructures pour les activités minières - routes, ports, voies ferrées, centrales énergétiques – à un coût dans les dizaines de milliards de dollars. Pour les promoteurs de ces initiatives, les bénéfices économiques souhaitables de l'activité se résument, semblerait-il, à l'activité elle-même.

Quant aux bénéfices sociaux, nous en avons parlé plus haut. Les conditions de vie des travailleurs, pour bon nombre de mines, sont incompatibles avec une vie sociale normale ; on peut penser aux horaires de travail, tout comme au recours au *fly-in-fly-out* pour les mines de plus en plus éloignées. L'activité se déroule pendant une période limitée et les emplois directs et indirects qui lui sont associés sont donc également limités. Cela enlève la pertinence de penser à la création d'établissements humains « permanents » le temps de la vie de la mine. Bref, les bénéfices sociaux ne semblent pas dépasser la rémunération des travailleurs, qui ne sera pas dépensée dans un contexte social de développement permanent; plusieurs de ces travailleurs peuvent même venir de l'étranger.

L'exploration constitue la partie probablement la moins prévisible et la plus risquée de toute l'activité minière. Beaucoup de gisements sont connus depuis des décennies mais non exploités parce que leur exploitation coûterait trop cher. Au fur et à mesure de l'exploitation, l'espoir reste dans la découverte de nouveaux gisements, et il est à présumer que ceux-ci se trouveront dans des zones moins accessibles que par le passé. L'expertise associée à la recherche de nouveaux gisements est assez particulière et ne se crée pas : une connaissance assez fine du territoire jumelée à une connaissance des

tendances de la demande et du prix doivent se mettre ensemble pour produire des résultats en termes de réserves.

L'État a progressivement mis en place une multitude de mesures fiscales et autres pour encourager l'exploration. Sa prise de contrôle de l'activité et l'octroi de contrats à des entrepreneurs ne sembleraient comporter que peu de changements dans le régime en place. À ce jour, cette implication a été associée à une approche qui bradait les ressources en question par la suite, et le tout représentait une perte nette en capital pour le Québec. Il est à présumer qu'il n'y aurait pas d'exploration, ou presque, sans un tel soutien de l'État. Il serait donc normal que l'État récupère toute somme investie en soutien à l'exploration minière, sous forme de capitalisation lors de la vente ou de l'exploitation d'un gisement découvert.

Si le coût des infrastructures est pris en compte, la même situation s'avère en termes de bénéfices associés aux investissements dans l'exploitation : ces coûts sont tellement importants et structurants, selon les récents estimés, que la maîtrise d'œuvre de l'exploitation elle-même ne semble pas représenter un énorme changement de cap. Le défi est en fait autre : ni l'État ni les entreprises n'auront vraisemblablement pas le capital nécessaire pour les énormes investissements imaginés pour les infrastructures permettant l'accès aux gisements « non conventionnels » de l'avenir.

Dans le document de l'IGOPP de 2012, Yvan Allaire souligne la complexité d'une prise de contrôle, et suggère que même la prise de participation par l'État en fonction de ses investissements pour différentes infrastructures devrait être restreinte. Bref, le jugement quant à l'opportunité d'investir (ou non) est mieux laissé au privé, sans oublier qu'il s'agit d'un accès à des ressources dont l'État est propriétaire. Il y a tout lieu de croire que l'État n'a pas d'intérêt non plus à subventionner le privé et fournir ainsi des incitatifs pour de telles prises de décision censées être « d'affaires ».

En contrepartie, et tel que déjà mentionné, Allaire propose que l'État prenne 80 % du taux de rendement interne des entreprises exploitantes, en reconnaissance du fait que la ressource est de propriété publique et son exploitation constitue une perte. L'objectif de notre proposition d'une « nationalisation » des activités du secteur se trouve atteint par une telle approche. La nationalisation formelle entraîne toute une série de coûts et d'opérations nécessitant un personnel et une structure administrative. Ces éléments du passif de la prise de contrôle sont inévitables, et réduisent d'autant la possibilité de récupérer la perte de capital que représente l'exploitation. C'est dans un tel contexte que les entreprises doivent prendre leurs décisions.

L'approche d'Allaire intervient en aval de telles activités menées par les entreprises du secteur privé, et simplifie la récupération des bénéfices pour la société. En même temps que son calcul inclut un retour sur l'investissement qui reconnaît les attentes « raisonnables » des agents dans le secteur, l'intervention représente une restriction radicale de tout surprofit. Une décision de laisser les opérations minières aux agents

privés comporte une reconnaissance des compétences différentes que l'on peut associer aux secteurs public et privé ; une décision de récupérer 80 % du TRI comporte une reconnaissance des enjeux de fonds dans tout ce qui touche l'exploitation de ressources non renouvelables.

Les principales recommandations d'Allaire figurent dans son étude préparée pour le MRN et soumise en février 2013: « Le Québec devrait imposer une redevance *ad valorem* modulée selon le prix du minerai; cette redevance assure des rentrées de fonds au gouvernement dès que la mine affiche des revenus (à moins que les prix soient si déprimés que l'exploitation de la mine même soit compromise); cette redevance devient le prix de la « matière première » fournie par les propriétaires de la ressource; [...] le meilleur régime pour le secteur minier est sans conteste un régime de partage de la rente économique avec les minières (en plus de la redevance variable selon le prix). »¹⁶

Comme Allaire a indiqué en entrevue au *Devoir* lors de l'annonce des orientations du gouvernement en mai 2013, « il y a une seule façon de déterminer ce qui est raisonnable pour les minières comme rendement et comment les rendements au-dessus de ce “raisonnable-là” devraient bénéficier en grande partie aux citoyens propriétaires de la ressource. C'était le principe important, d'établir des redevances et un impôt minier qui se fondent sur les rendements que la minière a faits. Et lorsqu'une minière fait plus d'argent qu'il n'est raisonnable, les citoyens

¹⁶ *Le Québec et ses ressources naturelles : Comment en tirer le meilleur parti*
<http://www.mce.gouv.qc.ca/publications/allaire-quebec-ressources-naturelles.pdf>

devraient en bénéficier hautement »¹⁷.

Transformation au Québec? Les enjeux de la croissance économique et de la dégradation planétaire

Les efforts de soutenir des engagements dans l'activité minière comportent souvent la suggestion que le droit d'extraction devrait être couplé à une exigence de transformation sur le territoire québécois. Il en va, dit-on, de l'intérêt de l'activité sur le plan économique, surtout en matière d'emplois. Nous avons déjà commenté la question des emplois, mais on doit constater une absence de considérations concernant certaines autres implications de la suggestion.

Tout d'abord – et c'est déjà un élément important dans les processus d'exploration et d'extraction
– l'activité minière est de plus en plus énergivore. Dans l'état actuel des choses, cela

signifie une augmentation importante des émissions de gaz à effet de serre attribuées au Québec, puisque l'énergie utilisée lors de l'exploitation minière, tout comme dans le transport des minerais, est surtout fossile. Une évaluation appropriée de projets de développement minier devrait clairement inclure une prise en compte de sa contribution au réchauffement climatique.

De façon plus générale, la prospection et l'exploitation minières comportent des impacts environnementaux assez importants sur les milieux locaux, que ce soit par la pollution des cours d'eau et des nappes phréatiques ou par les impacts imposés par les déchets résultant de l'exploitation de gisements de moins en moins riches et exigeant donc de plus en plus grandes quantités de roche-mère pour extraire les minerais voulus. Par ailleurs, ces activités constituent des gestes de consommation dont les implications doivent être évaluées. Les pays riches dépassent déjà leur « juste » part d'utilisation de ressources : le défi pour les prochaines décennies est d'établir une redistribution beaucoup plus équitable des ressources utilisées mais également une réduction de cette utilisation en termes non seulement per capita mais également en quantités absolues. Même les tenants de « l'économie verte » conviennent que relever le défi exige une réduction importante dans la consommation de ressources.

Le bilan inclurait les émissions associées à la production, mais celles associées à la consommation sont attribuées par l'empreinte écologique au consommateur. La demande semble telle, pour le moment, qu'une décision au Québec de ne pas procéder implique une décision correspondante par une autre juridiction dans le sens contraire. Cette situation permet d'insérer les débats sur l'activité minière au Québec dans son contexte global. Dans une situation où l'humanité dépasse déjà, de par ses activités consommatrices de ressources et d'écosystèmes, la capacité de support de la planète, il faut souligner que le calcul de l'empreinte écologique pour déterminer le degré de dépassement en cause est fondé sur des rapports entre nos activités et les écosystèmes qui les soutiennent. *Il n'inclut aucune prise en compte de notre consommation de ressources minérales et sous-estime donc la situation. L'exploitation minière – la consommation de ressources minérales – comporte donc une augmentation du défi auquel ce livre propose des éléments de transition.*

¹⁷ *Le Devoir*, le 8 mai 2013 -<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/377741/le-quebec-perd-au-change>

Georgescu-Roegen fournit une analyse appropriée de la situation, en insistant sur le fait que l'entropie de toute activité humaine augmente

18
inexorablement . Cela impose des limites – presque sûrement déjà dépassées – quant à la taille de la population humaine face aux

ressources matérielles et énergétiques ultimement disponibles et quant à la taille de l'activité elle-même. Ceci devient particulièrement pertinent dans le cas justement de ressources non renouvelables, incluant celui des ressources énergétiques. L'éventuelle exploitation des gisements miniers représente, dans ce contexte, une augmentation de l'entropie et une diminution ainsi du potentiel de développement humain en cause.

La proposition cherchant à obtenir le « droit » de faire la transformation sur le territoire des ressources extraites de ce même territoire se confronte d'emblée à l'obligation de s'insérer dans l'effort de réduire l'empreinte écologique de l'humanité et les inégalités profondes entre les sociétés humaines en termes de responsabilité pour cette empreinte en dépassement. Le défi est d'autant plus grand que le Québec a une empreinte écologique encore plus importante que la moyenne mondiale. La recherche de bénéfices sociaux lors de nos activités rentre dans un processus fondamental de toute société, mais la croissance économique généralement associée à ces bénéfices doit donc être reconsidérée. L'objectif doit bien être des emplois, mais non des emplois dont l'empreinte, par sa nature même, augmente les inégalités et la dégradation planétaire.

L'exemple de l'industrie de l'aluminium peut nous servir pour clarifier certains des enjeux en cause. Cette industrie, très importante dans le portrait social et économique du Québec, l'est aussi sur le plan environnemental et éthique. Ceux qui prônent une transformation de nos ressources chez nous doivent reconnaître que déjà cette autre importante activité industrielle dépend d'un processus contraire. Cette industrie prend pour sa matière première une ressource, la bauxite, extraite ailleurs. Pendant longtemps, cela comportait la disposition chez nous d'importantes quantités de déchets, les boues rouges restant après l'extraction de l'alumine du minéral et constituant un des coûts de cette approche d'importation. Aujourd'hui, nous avons réussi à nous arranger pour laisser ces déchets dans le pays où l'extraction se fait, limitant nos importations à la seule alumine.

La transformation de cette alumine nécessite d'énormes quantités d'énergie hydroélectrique (dont la production comporte ses propres impacts) et génère d'énormes quantités de gaz à effet de serre, puisque la transformation de l'alumine comporte l'élimination de l'oxygène dans l'alumine, générant ainsi du dioxyde de carbone en quantités correspondantes, et nécessite le recours à l'hexafluorure de soufre, un GES puissant. Les alumineries comptent pour environ 7 % de l'ensemble des émissions de

19

GES de la province.

En contrepartie, la possibilité que le Québec (i) agisse en maître d'œuvre du secteur d'extraction de certaines de ses réserves, par exemple de lithium, et (ii) transforme les

ressources ainsi extraites sur son territoire s'insère dans une orientation peut-être moins contraignante. De toute

18 On peut consulter le volume posthume *La décroissance* pour un aperçu de son analyse.

19 Le MDDEFP maintient les livres sur les émissions
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/changements/ges/2009/inventaire1990-2009.pdf>

évidence, le lithium sera une ressource critique à l'avenir, puisque qu'il est impliqué dans la fabrication des batteries qui seront clé dans l'électrification des transports dans un proche avenir

– à moins que le secteur des transports n'exige d'autres réductions. Nous en parlons dans le chapitre 3.

Notre époque vit un changement radical de paradigme, avec des ressources, dont l'énergie et les métaux, de plus en plus limitées et une population humaine vivant pour la grande majorité dans la pauvreté mais dont la partie plus aisée représente l'éventuel marché pour les ressources. Le changement de paradigme comporte une reconnaissance de profondes contraintes à l'essor de ces populations tout comme au maintien de notre propre consommation de ressources, bien au-delà de la capacité de la planète à la soutenir. Une réponse réfléchiée et prudente au « boum minier » se fera sur le long terme, en présumant une demande beaucoup réduite mais stable, cela pour desressources qu'il est dans notre intérêt de valoriser comme il faut. Seul l'État semble avoir l'intérêt à embarquer dans cela.

De quelle couleur est votre boule de démolition

Par Dmitry Orlov – Le 23 janvier 2018 – Source [Club Orlov](#)



Il y a actuellement beaucoup d'insatisfaction face à la performance d'un président américain assiégé. Pour commencer, il avait les mauvais partisans : trop peu de féministes radicales ; trop de mâles hétérosexuels blancs dont la masculinité toxique est un problème majeur selon les féministes radicales. Ensuite, bien sûr, il

n'a été élu que grâce à l'ingérence néfaste du plus grand syndicat du crime organisé au monde, la Russie, dirigé par nul autre que le redoutable pirate Poutine. Les Russes sont si parfaitement intelligents que pas un seul fragment de preuve concluante de leur ingérence n'a pu être mis au jour malgré une année d'efforts inlassables d'un enquêteur spécial extraordinairement compétent. Alors, et cela ne fait qu'empirer, il se trouve qu'une autre sorte d'ingérence néfaste était en cours : le ministère de la Justice et le FBI, sous la direction de Barack Obama, ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour exonérer Hillary Clinton de ses nombreux crimes tout en mettant le paquet pour déterrer toutes les crasses possibles sur Trump. Mais c'est aussi totalement de la faute de Trump : comment a-t-il pu ne pas commettre de bourdes menant à sa destitution, pour permettre à ses adversaires de les trouver ?

Non seulement Trump est un [candidat mandchou](#) mis en place par Poutine et / ou élu par un groupe de rétrogrades et d'indésirables. Non seulement il a fait des promesses de campagne horriblement populistes, comme ramener des emplois américains délocalisés ; comme éloigner les immigrants illégaux qui volent aussi des emplois américains ; comme ramener des troupes américaines à la maison, elles qui sont stationnées dans de nombreux trous d'enfer que l'armée américaine a créés activement dans le monde entier ; comme renégocier des accords commerciaux pour favoriser les Américains plutôt que les étrangers ; comme rétablir de bonnes relations avec la Russie ; comme « Rendre l'Amérique Grande à Nouveau » (aussi improbable que cela puisse paraître). Le pire de tout, il n'a pas réussi à tenir une seule de ces promesses ! Au lieu de cela, le peu réalisé jusqu'à présent sous sa présidence et pouvant être considéré comme positif, c'est une nouvelle progression des bulles financières, avec des actions et des obligations ressemblant à des palmiers de cent pieds qui poussent dans des seaux. Qu'est ce qui leur arrivera quand un fort vent soufflera ? Cela ne rend pas Trump différent de ses prédécesseurs. L'un d'eux a-t-il effectivement rempli ses promesses de campagne ? Mais d'une façon ou d'une autre, un président américain mentant en faisant campagne pour le poste, puis ignorant ses promesses une fois élu, comme n'importe quel autre président américain, n'est maintenant plus assez bon pour certaines personnes.

Mais ça devient encore pire...

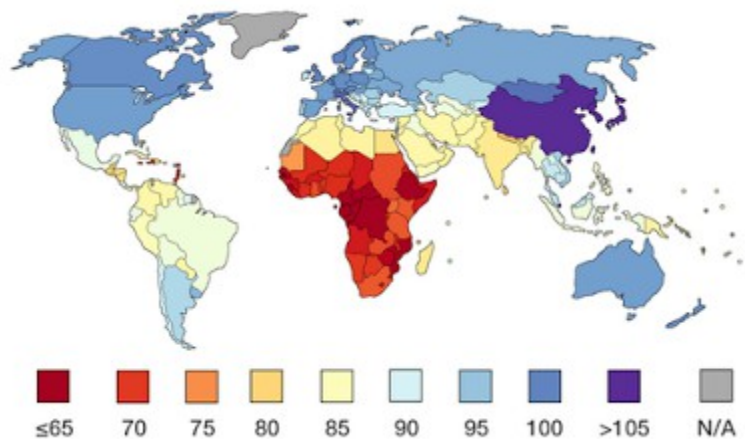
Nous savons maintenant que « Trump le Politicien », « Trump l'Économiste » et « Trump le Diplomate » sont tous des livres si courts qu'un enfant pourrait en colorier un en entier d'un seul élan. À en juger par les mots qui sortent de sa bouche, il est intellectuellement aussi vide que Ronald Reagan, à la différence que si Reagan était un acteur qui mémorisait et récitait fidèlement son texte, Trump est un showman qui improvise sur place afin de provoquer un maximum d'indignation. Et alors que Reagan, à la popularité décroissante, a vu celle-ci remonter fortement après s'être fait tirer dessus, aurait pu dire, « Pourquoi ne pas sortir et se faire tirer à nouveau ? » chaque fois que sa popularité recommençait à sombrer, Trump est quelqu'un qui tire en premier. Son arme de prédilection est Twitter : pratique pour attirer l'attention, à longue portée et

parfaite pour maximiser les dégâts.

Il est clair que malgré ses limites intellectuelles, Trump s'est vite rendu compte qu'il serait contrarié à chaque tournant. Ses initiatives sur l'immigration ont pu être bloquées par un seul juge politisé. Le complexe militaro-industriel a saboté tous ses efforts pour mettre fin aux programmes d'armement qui gaspillent de l'argent, notamment celui sur les F-35 ou encore les bases inutiles à l'étranger comme celles en Syrie et en Afghanistan. Les membres de son propre parti ont nié ses efforts pour mettre fin à l'Obamacare avant qu'il implose. L'amélioration des relations avec la Russie a été rendue impossible par d'interminables accusations d'ingérence russe. La victoire symbolique qu'il a obtenue est une sorte de réforme fiscale, mais cela n'a été possible que parce que tous les kleptocrates dans le monde entier peuvent toujours être d'accord pour dire que plus d'argent est une bonne chose et que la faillite nationale n'est pas un sujet de discussion digne d'intérêt. Donc Trump a décidé d'adopter une stratégie d'infraction maximale, en utilisant Twitter et d'autres moyens de relations publiques à sa disposition. Il est, à ce stade, une boule de démolition en action, couleur orange, au cas où vous aimez peindre vos boules de démolition. Et à ce jeu, il a obtenu des succès probants.

Travaillons sur quelques exemples.

Comme les derniers seront les premiers, regardons l'immigration. Contrarié dans ses efforts pour arrêter l'immigration en provenance de pays qui engendrent des terroristes islamistes ou pour construire son mur sur la frontière mexicaine, il a réussi à empoisonner l'atmosphère de la pièce en une seule boutade : « Pourquoi prenons-nous des gens venant de pays de merde ? ». Il aurait pu dire « pays à faible QI » à la place, avec un argument jouant sur un trait intellectuel plutôt qu'émotionnel, mais il aurait été lapidé par les gens à faible QI. Je ne connais pas d'études universitaires sérieuses sur ce sujet, mais pour tout ce que nous en savons, il peut y avoir une corrélation significative, et peut-être un lien causal, entre faible QI et propension à déféquer à l'extérieur comme un animal [Merde au sens « pays de merde », NdT]. Pourtant, utiliser l'argument des excréments plutôt que celui du QI lui a fait rater l'occasion de peindre les « pro-immigration » avec une couleur amusante dans leur combat pour laisser une empreinte idoine dans le pool génétique de la nation.



QI moyen par nation

Ensuite, regardons le tumulte qui s'est ensuivi après que l'administration Trump a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël sans mentionner qu'elle est aussi la capitale de la Palestine et qu'elle est sous une occupation israélienne illégale et non reconnue par le droit international. Cette action a provoqué une scission internationale : à l'Assemblée générale des Nations Unies, les seuls pays qui se sont ralliés à la décision américaine étaient Israël, quelques « trous à merde » d'Amérique centrale dirigés par les États-Unis et une poignée d'îles de l'océan Pacifique achetées avec quelques boîtes de conserves. Puis l'administration Trump a réagi en réduisant son financement à l'ONU. Cela a permis d'atteindre deux objectifs importants.

Premièrement, cela a permis aux États-Unis de se retirer de la course à n'importe quel poste de leader international, parce que le leadership international repose sur le respect du droit international et sur la capacité de construire un consensus international sur des questions clés. Ce comportement en est l'exact contraire. Plus précisément, cela a pratiquement éliminé la capacité de la diplomatie américaine à participer aux négociations politiques sur l'avenir du Moyen-Orient, laissant le champ libre à la Russie, à l'Iran et à la Turquie.

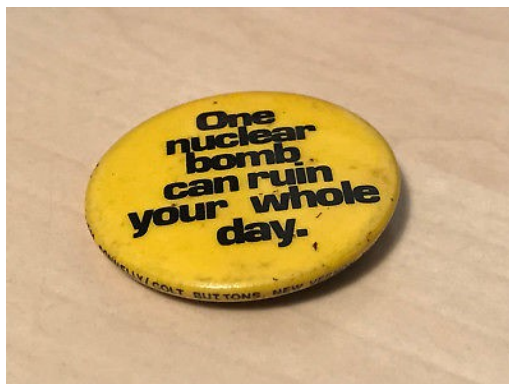
Deuxièmement, cela a aidé à démolir la fiction selon laquelle la relation entre les États-Unis et Israël était en quelque sorte du gagnant-gagnant : les États-Unis soutiennent Israël en tant que patrie juive (sur la base des images en noir et blanc de l'Holocauste) et seule « véritable » démocratie de la région, alors qu'Israël est l'allié fidèle de l'Amérique dans une région instable et stratégiquement importante. La vérité est que cette relation est plus proche du parasitisme : Israël infecte les États-Unis comme un champignon infecte une fourmi, en prenant le contrôle de son système nerveux. Prenez en compte les faits suivants. Les six principales sociétés de médias aux États-Unis appartiennent à des juifs. La moitié des membres du Congrès américain ont prêté serment d'allégeance au Comité d'action politique AIPAC—American-Israel. Les juifs sont très actifs dans les studios de Hollywood, où ils établissent l'ordre du jour et contrôlent le message.

Le New York Times et le Washington Post – qui exercent un grand contrôle sur la couverture des nouvelles internationales, amplifiant certaines histoires tout en ignorant les autres – sont dans une large mesure juifs. Si vous cherchez des preuves d'ingérence étrangère dans les élections américaines, ne cherchez pas plus loin que les millions donnés à Trump par certains oligarques juifs, spécifiquement pour la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale israélienne. La vaste influence de toutes les organisations contrôlées par les juifs fait que toute discussion sur ce thème assez important est sujette à la censure et aux cris aigus d'« antisémitisme ! ». (Le terme « sémitisme » a été initialement inventé comme un terme décrivant des abus contre les « [Sémites](#) » – les descendants supposés d'un « Sem » mythique de la Bible, et donc les anti-Sémitiques seraient, techniquement, ceux qui s'opposent à l'abus des juifs et des Arabes). En tout, la reconnaissance de Jérusalem par Trump a aidé à faire comprendre que l'establishment politique américain était une fourmi zombie infestée par un champignon parasitoïde judéo-israélien.



Mon troisième exemple (il y en a un peu plus, mais il n'y a de la place que pour trois), c'est le travail de démolition rapide et facile de Trump sur les alliances stratégiques de l'Amérique. Un voyage en Arabie saoudite, durant lequel quelques danses maladroitement avec des épées et un regard étrange dans une boule de cristal avec le roi saoudien, a entraîné le retrait du Qatar du Conseil de coopération du Golfe, le rendant peu coopératif envers ses anciens alliés et tendant maintenant l'oreille vers l'Iran et la Russie. Un voyage au siège de l'OTAN à Bruxelles a exposé cette organisation tout à fait inutile comme... eh bien, tout à fait inutile. Trump a dit aux Européens qu'ils devaient payer pour leur vie en achetant des armes américaines et que les États-Unis ne les protégeraient pas nécessairement. L'explosion soudaine de compréhension que les garanties de sécurité américaines étaient largement un vœu pieux, et que les Européens doivent faire leur propre paix avec la Russie, a aidé à lancer une discussion au sein de l'UE pour qu'elle trace sa propre route et mette en place les moyens de sa propre sécurité. Et puis il y a eu le concours de quéquettes entre Trump et Kim Jong-un,

l'étonnamment efficace dirigeant de la RPDC, et c'est Trump qui a perdu. Ce faisant, il a clairement indiqué que s'il n'y a pas de solution militaire acceptable pour résoudre la situation en Corée, les États-Unis sont malgré tout très heureux de mettre leurs alliés en danger simplement pour donner un coup de pouce à leur président. La discussion sur le plus gros « bouton nucléaire » était particulièrement instructive. Comme le dit le vieil adage, « une bombe nucléaire peut vous gâcher la journée ». Miraculeusement, ce concours de quéquettes a provoqué un rapprochement entre le Nord et le Sud et leurs athlètes olympiques se préparent maintenant à participer ensemble aux Jeux d'hiver de PyeongChang.



Il y a des gens aux États-Unis qui souhaitent un meilleur président : quelqu'un qui pourrait réparer les choses. Mais que se passerait-il si une telle personne ne pouvait pas exister, même en théorie ? Et si ce dont le pays avait besoin maintenant, c'était d'une belle grosse boule de démolition, pour abattre tous les bâtiments devenus dangereux et qui devraient être condamnés ? Vous pouvez peindre votre boule de démolition de n'importe quelle couleur, celle que vous aimez, de sorte qu'elle reste jolie même en restant suspendue, mais la peinture a tendance à partir au premier contact avec les murs de brique de la réalité. En fin de compte, tout ce qui compte, c'est que le bâtiment condamné s'effondre. Une fois cela fait, il deviendra possible de dégager les décombres et de construire quelque chose de mieux à la place.

La plupart des grands médias sont à côté de la plaque sur le réchauffement climatique

Clément Fournier e-RSE.net

La façon dont les médias traitent du changement climatique est-elle la bonne ? Comment faire mieux ? Décryptage.

Aujourd'hui, près d'un Français sur 3 doute encore de l'existence d'un réchauffement climatique d'origine humaine. Et malgré les sondages, la plupart n'ont encore mis en place aucun vrai changement de comportement pour limiter ce phénomène.

Mais à y regarder de plus près, ce n'est pas forcément étonnant : en effet, les grands médias semblent à côté de la plaque quand il s'agit de parler du réchauffement

climatique.



Réchauffement climatique : le grand absent médiatique ?



D'abord parce qu'ils n'en parlent tout simplement pas... ou pas assez. Il suffit de lire les unes des différents grands médias, ou leurs site web pour s'en rendre compte. Sur le site du journal Le Figaro par exemple, le menu principal du journal ne comporte même pas de rubrique « environnement » ou « climat » (il y a par contre une rubrique Lifestyle). Sur le site du journal Le Monde, pourtant reconnu comme relativement efficace dans son traitement de l'actualité environnementale, on constate que la rubrique « climat » ne comporte que 100 pages d'archives d'articles... contre plus de 700 pour la rubrique « football ». Sur le site du journal Le Parisien, l'ensemble de la rubrique « Ma Terre » (au sein de laquelle le climat n'occupe qu'une partie des articles) contient à peine plus d'articles que la rubrique « Insolite ».

Globalement, le réchauffement climatique est plutôt le parent pauvre de l'information grand public. On en parle beaucoup lors des COP, ou lorsqu'une étude scientifique sort sur le sujet, ou bien encore lors de l'annonce d'un gouvernement sur le thème du climat.

Mais ce n'est malheureusement pas encore un sujet prioritaire pour beaucoup de média. Les équipes de journalistes dédiés à cette question sont souvent restreintes, et elles n'ont pas toujours autant de moyens que les autres. Pourtant, au regard de l'importance de ce phénomène pour l'avenir, et compte tenu des conséquences qu'il a dès aujourd'hui sur des populations partout dans le monde, le réchauffement climatique devrait être l'un des sujets principaux dans l'actualité.

Quand les médias oublient d'informer sur les causes des phénomènes

Mais le problème est encore plus profond. Il réside en fait dans l'incapacité des médias en général à faire les liens entre les phénomènes qu'ils décrivent et leurs causes plus profondes. Par exemple, ces derniers jours, l'enchaînement des événements météo extrêmes (tempêtes, inondations, avalanches) a fait la une des journaux. Pourtant, seule une fraction limitée de ces médias a fait sans équivoque le lien entre ces phénomènes et les tendances plus lourdes du réchauffement climatique.

Ainsi, [une étude menée par l'association américaine Public Citizen](#) montre que dans les grands médias américains, seuls 9% des articles traitant des événements climatiques et météorologiques extrêmes (tempêtes, inondations, incendies) reconnaissent le réchauffement climatique comme l'une des causes possibles des phénomènes décrits et mettent en évidence les liens entre ces deux réalités. Seuls 4% de ceux traitant des ouragans et autres cyclones font ce lien. Il n'y a bien que pour les épisodes de canicule que le chiffre s'améliore, et encore, sans dépasser les 33%.

Si en France les chiffres sont sans doute un peu meilleurs, le constat reste pour le moins saisissant : sur les 130 000 articles affichés entre le 1er et le 9 janvier 2018 par l'outil d'actualité de Google sur la tempête Eleanor, un peu moins de 700 comportent les mots « réchauffement climatique ». Pourtant, il existe un consensus large au sein de la communauté scientifique sur le lien qui existe le réchauffement climatique et ce type de phénomènes (notamment sur leur intensité en termes de précipitations). Simplement, la causalité statistique sur les événements actuels est difficile à établir, puisqu'il est impossible de dire avec exactitude quelle part de ces événement est liée à l'augmentation des températures ou liée à une saisonnalité normale du climat.

Cela incite donc le peu de médias qui évoquent le réchauffement climatique sur ces sujets à le faire sous l'angle de la prudence. De nombreux articles de grands médias, et même des climatologues renommés invitant à ne pas tirer de conclusions hâtives. On peut ainsi lire sur Le Figaro « [Tempêtes/avalanches: pas la faute du réchauffement](#) », sur Le Monde, on écrit qu' »[on ne peut incriminer le réchauffement climatique dans ce que l'on vit ces derniers jours](#)«, ou sur Ouest-France que « [non, il n'y a pas plus de tempêtes qu'avant](#) ».

Un principe de précaution à deux vitesses ?



Sur la forme, tous ces énoncés sont vrais. Il est impossible de dire avec certitude ce qui est la faute ou non du réchauffement climatique, on ne peut pas l'incriminer directement, et la fréquence des tempêtes sur la moyenne des 30 dernières années n'est pas à la hausse de façon statistiquement visible (tout simplement car la variabilité statistique est plus significative que la tendance induite par le réchauffement). Mais sur le fond, ces énoncés reflètent-ils vraiment la réalité du risque climatique ? Pas vraiment, si l'on en croit les nombreuses études qui ont mis en évidence le fait que le réchauffement climatique, en augmentant les précipitations, augmente le risque d'inondation lors des tempêtes. Ou celles, plus nombreuses encore, qui montrent comment le réchauffement climatique tend à rendre plus fréquents (et plus intenses) les phénomènes météo extrêmes.

Certes, on ne peut pas lier formellement un événement ponctuel avec un phénomène global, mais on peut tout de même pointer les liens. C'est le même raisonnement que pour le tabagisme : on ne peut jamais dire avec certitude si tel cancer du poumon est lié ou non à un passé de fumeur, mais on peut dire avec certitude que la cigarette augmente les risques.

D'ailleurs, sur d'autres sujets, le discours médiatique semble moins enclin à la prudence et au relativisme. Ainsi, cette année la plupart des médias n'ont cessé de diffuser les inquiétudes des ONG et des associations de défense des consommateurs sur les perturbateurs endocriniens, les pesticides ou le glyphosate, au nom du principe de précaution, tout en semblant refuser d'appliquer ce même principe et cette même rhétorique lorsqu'il s'agit du changement climatique. Pourtant, de la même façon qu'avec le réchauffement climatique il est aujourd'hui impossible de dire quel est l'effet réel sur la santé de l'exposition aux pesticides alimentaires, ou de l'exposition au glyphosate : en tout cas, le consensus scientifique est loin d'être établi. Cela n'a pas empêché ces sujets de faire régulièrement la une de tous les grands médias, suscitant inquiétude, indignation au point qu'elles en deviennent des priorités de l'agenda politique.

Le même traitement devrait être appliqué au réchauffement climatique qui selon toute vraisemblance constitue aujourd'hui la menace la plus solide pesant sur nos sociétés (et ce, même si, comme dans tout exercice prédictif, une certaine forme d'incertitude continue d'exister). D'une façon encore plus paradoxale, ceux qui ont régulièrement dénoncé « l'industrie du doute » menée par les industriels sur les questions des perturbateurs endocriniens ou des produits phytosanitaires contribuent aujourd'hui à créer les conditions du doute sur les conséquences du réchauffement climatique.

Changement climatique : le doute n'est plus permis, soyons alarmistes



Il est saisissant de constater que, parmi toutes les problématiques écologiques et sanitaires qui agitent l'information, le réchauffement climatique soit celle qui suscite le plus de mise à distance, de mise en doute, de relativisme. A lire la presse sur le sujet, on finirait même par se dire que ce n'est pas si grave, que c'est lointain, qu'on a le temps ou qu'on trouvera bien une solution.

Pourtant, le doute n'est plus permis. L'ensemble des scientifiques a d'ores et déjà poussé un cri d'alarme, indiquant qu'il ne restait que deux ans à peine pour inverser durablement (et rapidement) nos émissions de CO₂ et éviter des conséquences irrémédiables. Si les projections du GIEC ou de l'ONU se vérifient (et le principe de précaution, encore lui, voudrait que l'on leur accorde ce crédit), le réchauffement climatique déplacera des millions de personnes, aggravant encore une crise migratoire qui constitue de plus en plus une urgence sanitaire, sociale et économique. Il menacera la stabilité économique mondiale en affectant les chaînes d'approvisionnement, mais aussi la stabilité géopolitique en déclenchant une compétition féroce sur certaines ressources. Il tuera dans les prochaines décennies (c'est-à-dire demain) plus que tous les perturbateurs endocriniens, pesticides, herbicides ou produits chimiques réunis. Pourtant, il suscite aujourd'hui 2 à 3 fois moins d'articles médiatiques que ces derniers : 60 000 articles contiennent le mot réchauffement climatique dans toute la presse référencée sur Google Actualités en 2017, plus de 100 000 contiennent le mot pesticide.

Il y a aujourd'hui tout lieu d'être alarmiste sur la question du réchauffement climatique, plutôt que d'être relativiste. D'autant que sur des sujets comme le glyphosate ou les pesticides, on a vu que l'alarmisme avait parfois fait bouger les lignes un peu moins lentement. Les grands médias devraient donc être alarmistes. C'est-à-dire tirer la sonnette d'alarme, autant que possible. C'est-à-dire expliquer, faire comprendre en quoi le réchauffement climatique n'est pas si lointain que ça, qu'il nous affecte déjà. C'est-à-dire souligner que même si l'on ne peut pas dire avec certitude ce dont il est la cause, il y a consensus sur les risques qu'il fait peser. C'est aussi ne pas instiller de doute et donner des armes aux climato-sceptiques, mais au contraire montrer en quoi on a [des raisons d'être pessimistes sur le changement climatique](#).

Média : l'absence d'une vraie ligne éditoriale sur le réchauffement climatique



Il faut donc que les médias d'information apprennent à faire [le lien entre les changements climatiques et nos vies](#). Le réchauffement climatique est un problème global qui a des conséquences globales et implique des actions globales. Dans presque tous les domaines de l'actualité, on pourrait parler du réchauffement climatique. Lorsque l'on parle croissance, consommation ou tendances de marché, cela affecte (et est affecté par) le réchauffement climatique. Lorsque l'on parle des révolutions technologiques à venir, des objets connectés, des voitures autonomes, il y a des liens à faire avec le réchauffement climatique (qui pourrait d'ailleurs bien être un frein colossal à ces révolutions). Le réchauffement climatique, par sa nature globale, a des ramifications partout et il serait bon que ceux qui nous informent les mettent en lumière.

Le problème, c'est qu'il semble aujourd'hui presque impossible pour les médias d'information d'avoir une ligne éditoriale cohérente sur le sujet du réchauffement climatique. Ainsi, dans les pages d'un même journal on pourra trouver un papier traitant de la dernière étude publiée dans la revue Nature sur [les conséquences du réchauffement climatique sur la désertification](#)... tandis qu'à la page suivante on lira un article se félicitant de la reprise du marché automobile en France, ou du boom du trafic aérien, sans qu'aucun lien ne soit fait entre l'un et l'autre. Comment peut-on à la fois se féliciter du dynamisme du transport automobile (deuxième contributeur mondial aux émissions de gaz à effet de serre après la production d'énergie) et s'inquiéter du réchauffement

climatique, sans montrer comment l'un entraîne l'autre ? Il ne coûterait pourtant rien de faire le lien, d'avoir un regard critique.

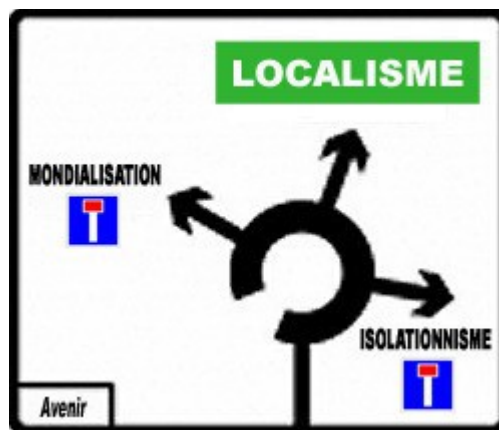
C'est ce manque de réflexion de fond qui fait que le traitement médiatique sur le réchauffement climatique semble superflu, et parfois totalement à côté de la plaque. C'est peut-être ce manque de cohérence qui rend tout discours sur le réchauffement climatique vague, lointain, imprécis. C'est sans doute ce manque de pression médiatique et sociale qui fait que le sujet n'a pratiquement jamais été abordé pendant les deux campagnes électorales de 2017, et qu'il reste encore aujourd'hui un sujet social et politique secondaire.

Pourtant, on sait que les médias ont la capacité de faire passer certains sujets au premier plan : il est temps que ce soit (vraiment) le cas du réchauffement climatique. Il est temps que ce sujet soit pris au sérieux, et traité comme tel.

Poussée de fièvre

Par **James Howard Kunstler** – Le 19 janvier 2018 – Source kunstler.com

[**NYOUZ2DÉS: James Howard Kunstler est un de nos auteurs préférés. Il comprend l'effondrement qui s'en vient. J'ai lu plusieurs de ses livres, dont "Too much magic" illustré à la fin de cet article.]**



Au cas où vous seriez préoccupé par la fin imminente du gouvernement fédéral, c'est exactement ce que nous sommes censés faire dans la « longue situation d'urgence » : tout ce qui est organisé à une échelle gigantesque va vaciller et s'arrêter. C'est le message de la nature : « devenez plus petit, plus vrai, réduisez les échelles et achetez local ». Le hic, c'est que nous n'écouterons probablement pas la nature. Au lieu de cela, nous nous comporterons comme des spectateurs et nous ne ferons rien jusqu'à ce que la pleine force de la tourmente soit sur nous, tout comme nous le faisons avec le changement climatique, la tragédie des biens communs à l'échelle planétaire.

L'échec de la politique des partis nationaux est profond et systémique, comme on peut l'attendre d'activités nourries dans le trou à merde appelé Washington, la corruption étant la manifestation de cette septicémie. Le vecteur mortel de cette maladie est l'argent. Il y a l'argent qui coule dans les « caisses de campagne » des soi-disant membres du Congrès et des

sénateurs, bien sûr, mais il y a aussi l'« argent » qui entre et sort de ce gouvernement [Léviathan](#) dont une grande partie disparaît sans laisser de trace. C'est le produit de promesses de rembourser des prêts en plus d'un tas d'autres promesses passées qui ne seront jamais tenues. La menace de la fin du gouvernement est juste un symptôme de la maladie : une société qui fait des choses trop grandes, essayant de gérer ses activités excessives par la manipulation et la fraude comptable. Qu'est-ce qui pourrait mal se passer ?

Rien de grave sur les marchés boursiers et obligataires, j'en suis sûr. Bien que... attendez une minute... la poussée sous forme d'un bâton de hockey dans les marchés actions ressemble un peu à l'action d'un thermomètre mesurant la température ascendante d'un patient très malade. Passer de 25 000 à 26 000 sur le Dow – en quoi ? sept jours ? – est un peu comme la victime de la grippe passant de 37° à 40° après le premier choc. Et nous savons ce qui arrive aux humains quand le niveau de température du corps dépasse les 40° : le cerveau commence à cracher et à fumer. Bientôt, il s'éteint et ne laisse pas son karma le frapper de sa crosse en passant la sortie.

La fin du gouvernement sera-t-elle l'ultime insulte à la matrice de l'extrême fragilité qui ne se résume à rien de plus que l'inertie et la foi ? (Oh, vous serez remboursé... Ne vous inquiétez pas). L'orgueil autour de cette situation délirante s'est infiltré dans le paysage marécageux de Washington cette semaine, comme l'un de ces miasmes du paludisme. Le président a chanté le chômage le plus bas depuis des décennies et les médias lobotomisés l'ont tout simplement avalé comme une boulette de pepperoni prémastiqué. Personne ne remarque les quelque 100 millions d'adultes qui ne travaillent pas. Est-ce qu'ils figurent même dans l'image statistique ? Il parle aussi du plus bas taux de chômage chez les Noirs et les Hispaniques. C'est une plaisanterie, n'est-ce pas ? Eh bien, nous faisons notre propre réalité. [Karl Rove](#) et Oprah sont d'accord là-dessus. [1](#).

Je me suis bien amusé la nuit dernière, après la confiture de violon de ce jeudi soir, en faisant des allers-retours entre CNN, Fox et MSNBC. Anderson Cooper essayait, avec une conviction décourageante, de vendre une autre histoire du « Dossier Trump ». Sur MSNBC, Rachel Maddow était en mode de fulmination sournoise sur les Russes infiltrant la NRA pour s'en prendre à Trump. L'appel du clairon de Rachel, « nous savons maintenant » commence à ressembler au cri de guerre du sénateur Joseph McCarthy « J'ai dans ma main une liste de cinquante-trois communistes ! ». Sur Fox, Sean Hannity a presque pété une durite autour des manigances sans fin des hauts gradés du FBI-DOJ. À chaque clic de la télécommande, j'avais l'impression d'arriver et de partir de différentes planètes.

Attendez-vous à ce que la tourmente s'aggrave avant de s'améliorer. L'enquête Mueller est en train de devenir une crise constitutionnelle, le marché obligataire une crise cardiaque avec le rendement des bons du Trésors à dix ans au-dessus de [la barre des 2,6%](#). Le dollar flirte avec le dollar-index sous les 90. Le risque a soi-disant été banni – seulement pour venir crier hors du grenier comme la mère de [Norman Bates](#), au dernier moment, réduisant votre confiance mal placée en lambeaux.



Trier, manger bio, prendre son vélo... ce n'est pas comme ça qu'on sauvera la planète

Par Slavoj Zizek publié par BibliObs 1 janvier 2017



Cet hiver, "l'Obs" republie le meilleur des articles de l'année sur son site internet. Aujourd'hui, le regard du philosophe Slavoj Zizek sur l'écologie.

En décembre 2016, des milliers de citoyens chinois asphyxiés par le smog ont dû se réfugier à la campagne dans l'espoir d'y trouver une atmosphère plus respirable. Cette «airpocalypse» a affecté 500 millions de personnes. Dans les grandes agglomérations, la vie quotidienne a pris les apparences d'un film post-apocalyptique: les passants équipés de masques à gaz circulaient dans un sinistre brouillard qui recouvrait les rues comme une chape.

Ce contexte a clairement fait apparaître la séparation des classes: avant que le brouillard n'amène à fermer les aéroports, seuls ceux qui avaient les moyens de s'acheter un billet d'avion ont pu quitter les villes. Afin d'exonérer les autorités, les législateurs pékinois sont allés jusqu'à envisager de classer le smog au nombre des catastrophes météorologiques, comme s'il s'agissait d'un phénomène naturel, et non d'une conséquence de la pollution industrielle. Une nouvelle catégorie est ainsi venue s'ajouter à la longue liste des réfugiés fuyant les guerres, les sécheresses, les tsunamis, les tremblements de terre et les crises économiques: les réfugiés du smog.

L'airpocalypse n'a cependant pas tardé à faire l'objet d'une normalisation. Les autorités chinoises, bien obligées de prendre acte de la situation, ont appliqué des mesures permettant aux citoyens de poursuivre leur train-train quotidien. Elles leur ont recommandé de rester calfeutré chez eux et de ne sortir qu'en cas de nécessité, munis d'un masque à gaz. La fermeture des écoles a fait la joie des enfants. Une escapade à la campagne est devenue un luxe et Pékin a vu prospérer les agences de voyage spécialisées dans ces petites excursions. L'essentiel étant de ne pas s'affoler, de faire comme si de rien n'était.

Une réaction compréhensible, si l'on considère que «nous sommes confrontés à quelque chose de si complètement étranger à notre vécu collectif que nous ne le voyons pas vraiment, même lorsque la preuve est écrasante. Pour nous, ce "quelque chose" est un bombardement d'immenses altérations biologiques et physiques sur le monde qui nous a nourris». Aux niveaux géologique et biologique, l'essayiste Ed Ayres énumère quatre «pics» (développements accélérés) approchant asymptotiquement du point au-delà duquel se déclenchera un changement qualitatif: croissance démographique, consommation de ressources limitées, émissions de gaz carbonique, extinction massive des espèces.

Face à ces menaces, l'idéologie dominante mobilise des mécanismes de dissimulation et d'aveuglement: «*Parmi les sociétés humaines menacées prévaut un mode général de comportement, une tendance à s'affubler d'œillères au lieu de se concentrer sur la crise, bien en vain.*» Cette attitude est celle qui sépare le savoir et la croyance : nous savons que la catastrophe (écologique) est possible, voire probable, mais nous refusons de

croire qu'elle se produira.

Quand l'impossible devient normal

Souvenez-vous du siège de Sarajevo au début des années 1990: qu'une ville européenne «normale» de quelques 500.000 habitants se trouve encerclée, affamée, bombardée et terrorisée par des snipers pendant trois ans aurait semblé inimaginable avant 1992. Dans un premier temps, les habitants de Sarajevo ont cru que cette situation ne durerait pas. Ils comptaient envoyer leurs enfants en lieu sûr pendant une ou deux semaines, jusqu'à ce que les choses s'apaisent. Pourtant, très vite, l'état de siège s'est normalisé.

Ce même basculement de l'impossible au normal (avec un bref intermède de stupeur et de panique) se manifeste dans la réaction de l'establishment libéral américain face à la victoire de Trump. Il se manifeste également dans la manière dont les États et le grand capital appréhendent des menaces écologiques telles que la fonte de la calotte glaciaire. Les politiciens et les gestionnaires qui, récemment encore, écartaient la menace de réchauffement climatique comme un complot cryptocommuniste ou, du moins, comme un pronostic alarmiste et infondé, nous assurant qu'il n'y avait aucune raison de s'affoler, considèrent désormais le réchauffement climatique comme un fait établi, comme un élément normal.

En juillet 2008, un reportage de CNN, «The Greening of Greenland» («Le Groenland se met au vert»), vantait les possibilités ouvertes par la fonte des glaces: quelle aubaine, les habitants du Groenland vont désormais cultiver leur potager! Ce reportage était indécent en ce qu'il applaudissait les bénéfices marginaux d'une catastrophe mondiale, mais surtout parce qu'il associait la «verdure» du Groenland, conséquence du réchauffement climatique, à une prise de conscience écologique. Dans [«La Stratégie du choc»](#), Naomi Klein montrait comment le capitalisme mondial exploite les catastrophes (guerres, crises politiques, catastrophes naturelles) pour faire table rase des vieilles contraintes sociales et imposer son propre agenda. Loin de discréditer le capitalisme, la menace écologique ne fera peut-être que le promouvoir davantage.

Battre sa coulpe

Paradoxalement, les tentatives mêmes de contrer d'autres menaces écologiques risquent d'aggraver le réchauffement des pôles. Le trou dans la couche d'ozone contribue à protéger l'Antarctique du réchauffement climatique. S'il était amené à se résorber, l'Antarctique pourrait bien rattraper le réchauffement du reste de la planète. De même, il est de bon ton de souligner le rôle décisif du «travail intellectuel» dans nos sociétés post-industrielles. Or, aujourd'hui, le matérialisme opère un retour de bâton, comme en témoigne la lutte pour les ressources raréfiées (nourriture, eau, énergie, minerais) ou la pollution atmosphérique.

Même lorsque nous nous disons prêts à assumer notre responsabilité, on peut y voir un stratagème visant à occulter leur véritable ampleur. Il y a quelque chose de fausseté

rassurant dans cette promptitude à battre notre culpabilité. Nous culpabilisons bien volontiers car, si nous sommes coupables, c'est que tout dépend de nous, c'est nous qui tirons les ficelles, il suffit que nous modifions notre style de vie pour nous tirer d'affaire. Ce qu'il nous est plus difficile d'accepter, nous Occidentaux, c'est d'être réduits à un rôle purement passif d'observateur impuissant. Nous préférons nous lancer dans une frénésie d'activités, recycler nos papiers usagés, manger bio, nous donner l'illusion de faire quelque chose, apporter notre contribution, comme un supporter de foot bien calé dans son fauteuil, devant un écran de télé, qui croit que ses vociférations influenceront l'issue du match.

En matière d'écologie, le déni typique consiste à dire: *«Je sais que nous sommes en danger, mais je n'y crois pas vraiment, alors pourquoi changer mes habitudes?»* Mais il existe un déni inverse: *«Je sais que nous ne pouvons pas faire grand-chose pour enrayer le processus qui risque de mener à notre perte, mais cette idée m'est tellement insupportable que je vais essayer, même si cela ne servira à rien.»* Tel est le raisonnement qui nous pousse à acheter des produits bio. Nul n'est assez naïf pour croire que les pommes étiquetées «bio», à moitié pourries et hors de prix, sont plus saines. Si nous choisissons de les acheter, ce n'est pas simplement en tant que consommateurs, c'est dans l'illusion de faire un geste utile, témoigner de nos convictions, nous donner bonne conscience, participer à un vaste projet collectif.

Retour à la Mère Nature ?

Arrêtons de nous leurrer. L'airpocalypse chinoise montre clairement les limites de cet environnementalisme prédominant, étrange combinaison de catastrophisme et de routine, de culpabilisation et d'indifférence. L'écologie est aujourd'hui un champ de bataille idéologique majeur où se déploie toute une série de stratégies pour escamoter les véritables implications de la menace écologique:

- 1) l'ignorance pure et simple : c'est un phénomène marginal, qui ne mérite pas que nous nous en préoccupions, la vie (du capital) suit son cours, la nature se chargera d'elle-même;
- 2) la science et la technologie peuvent nous sauver;
- 3) le marché résoudra les problèmes (par la taxation des pollueurs, etc.);
- 4) insistance sur la responsabilité individuelle au lieu de vastes mesures systémiques: chacun doit faire ce qu'il peut, recycler, réduire sa consommation, etc.;
- 5) le pire est sans doute l'appel à un retour à l'équilibre naturel, à un mode de vie plus modeste et plus traditionnel par lequel nous renonçons à l'hybris humaine et redeviendons des enfants respectueux de notre Mère Nature.

Le discours écologique dominant nous interpelle comme si nous étions a priori coupables, en dette envers notre mère Nature, sous la pression constante d'un surmoi écologique: *«Qu'as-tu fait aujourd'hui pour dame Nature? As-tu bien jeté tes vieux*

papiers dans le container de recyclage prévu à cet effet? Et les bouteilles en verre, les cannettes? As-tu pris ta voiture alors que tu aurais pu circuler à vélo ou emprunter les transports en commun? As-tu branché la climatisation au lieu d'ouvrir les fenêtres?»

Les enjeux idéologiques d'une telle individualisation sont évidents: tout occupé à faire mon examen de conscience personnel, j'en oublie de me poser des questions bien plus pertinentes sur notre civilisation industrielle dans son ensemble. Cette entreprise de culpabilisation trouve d'ailleurs une échappatoire facile: recycler, manger bio, utiliser des sources d'énergie renouvelables, etc. En toute bonne conscience, nous pouvons continuer notre petit bonhomme de chemin.

Mais alors, que devons-nous faire? Dans son dernier ouvrage, «Was geschah im 20. Jahrhundert» (non traduit en français), Sloterdijk dénonce la «*passion du réel*» caractéristique du siècle précédent, terreau de l'extrémisme politique qui mène à l'extermination des ennemis, et il formule des propositions pour le XXI^e siècle: nous, êtres humains, nous ne pouvons plus minimiser les dommages collatéraux générés par notre productivité. La Terre n'est plus l'arrière-plan ou l'horizon de notre activité productive, mais un objet fini que nous risquons de rendre invivable par inadvertance.

Alors même que nous devenons assez puissants pour affecter les conditions élémentaires de notre existence, il nous faut reconnaître que nous ne sommes qu'une espèce parmi d'autres sur une petite planète. Cette prise de conscience appelle une nouvelle manière de nous inscrire dans notre environnement : non plus comme un travailleur héroïque qui exprime son potentiel créatif en exploitant ses ressources inépuisables, mais comme un modeste agent qui collabore avec ce qui l'entoure et négocie en permanence un degré acceptable de sécurité et de stabilité.

La solution : imposer une solidarité internationale

Le capitalisme ne se définit-il pas justement par le mépris des dommages collatéraux? Dans une logique où seul le profit importe, les dégâts écologiques ne sont pas inclus dans les coûts de production et sont en principe ignorés. Même les tentatives de taxation des pollueurs ou de mise à prix des ressources naturelles (y compris l'air) sont vouées à l'échec. Pour établir un nouveau mode d'interaction avec notre environnement, il faut un changement politico-économique radical, ce que Sloterdijk appelle «*la domestication de la bête sauvage Culture*».

Jusqu'à présent, chaque culture disciplinait ses propres membres et leur garantissait la paix civile par le biais du pouvoir étatique. Mais les relations entre différentes cultures et États restaient constamment menacées par une guerre potentielle, la paix n'était qu'un armistice temporaire. Hegel a montré que l'éthique d'un État culminait dans cet acte d'héroïsme suprême, la volonté de sacrifier sa vie pour la nation. En d'autres termes, la barbarie des relations interétatiques sert de fondement à la vie éthique au sein même d'un État. La Corée du Nord, lancée dans la course aux armements nucléaires, illustre bien cette logique de souveraineté inconditionnelle de l'État-nation.

La nécessité de civiliser les civilisations elles-mêmes, d'imposer une solidarité et une coopération universelles entre toutes les communautés humaines est rendue d'autant plus difficile par la montée de la violence sectaire et ethnique et par la volonté «héroïque» de se sacrifier (ainsi que le monde entier) au nom d'une cause. Surmonter l'expansionnisme capitaliste, établir une coopération et une solidarité internationales capables de générer un pouvoir exécutif qui transcende la souveraineté de l'État: n'est-ce pas ainsi que nous pourrions espérer protéger nos biens communs naturels et culturels? Si de telles mesures ne tendent pas vers le communisme, si elles n'impliquent pas un horizon communiste, alors le terme de «communisme» est vide de sens.

Slavoj Zizek

Traduit de l'anglais par Myriam Dennehy

Slavoj Zizek, bio express

*Né en 1949, le philosophe **Slavoj Zizek** est devenu au cours des années 2000 une des figures de proue de la pop philosophique mondiale et du renouveau de l'idée communiste. Il a publié en 2015 "Moins que rien. Hegel et l'ombre du matérialisme dialectique" (Fayard) et "Quelques réflexions blasphématoires. Islam et modernité" (Jacqueline Chambon/Actes Sud).*

Associations antinatalistes, la force du petit nombre

Michel Sourrouille , Biosphere, 31 janvier 2018

Devant le tabou qui frappe la question démographique dans les médias, les milieux gouvernementaux mais aussi paradoxalement beaucoup d'écologistes, c'est le monde associatif qui a pris le flambeau de la mise en garde contre les risques liés à la surpopulation. En Europe et aux États-Unis notamment, de nombreux mouvements, selon des stratégies variées et des proximités politiques diverses, se battent pour faire reconnaître l'importance du facteur démographique et pour inciter à la réduction de la fécondité. La plupart sont motivés par des considérations écologiques.

En France l'[Association Démographie Responsable](#), fondée fin 2008, multiplie les interventions, conférences, articles, pétitions pour alerter sur la gravité du problème et pour faire entrer cette question de plain-pied dans tous les débats ayant trait à la protection de l'environnement. Les membres de cette association sont de fervents défenseurs de l'espèce humaine ainsi que des autres espèces vivantes présentes à ses côtés, désireux de sauvegarder La Vie sur la planète et ce, dans les conditions les moins mauvaises possibles. En incitant à l'autolimitation de la natalité, l'association a pour objet d'œuvrer pour la stabilisation de la population humaine, voire sa diminution sur le long terme. Excluant tout ce qui ne respecterait pas les droits humains ou qui remettrait en cause la liberté de procréer, leur démarche passe par une bonne information de chacun(e) sur les conséquences de la pression démographique pour les générations futures, les autres espèces et l'environnement. Elle milite notamment pour que soient organisées des COP (conférences internationales) sur la démographie comme cela se fait pour le climat ou la biodiversité. Son action porte à la fois sur la démographie nationale

et internationale ; un certain nombre de personnalités politiques et/ou scientifiques en sont membres d'honneur.

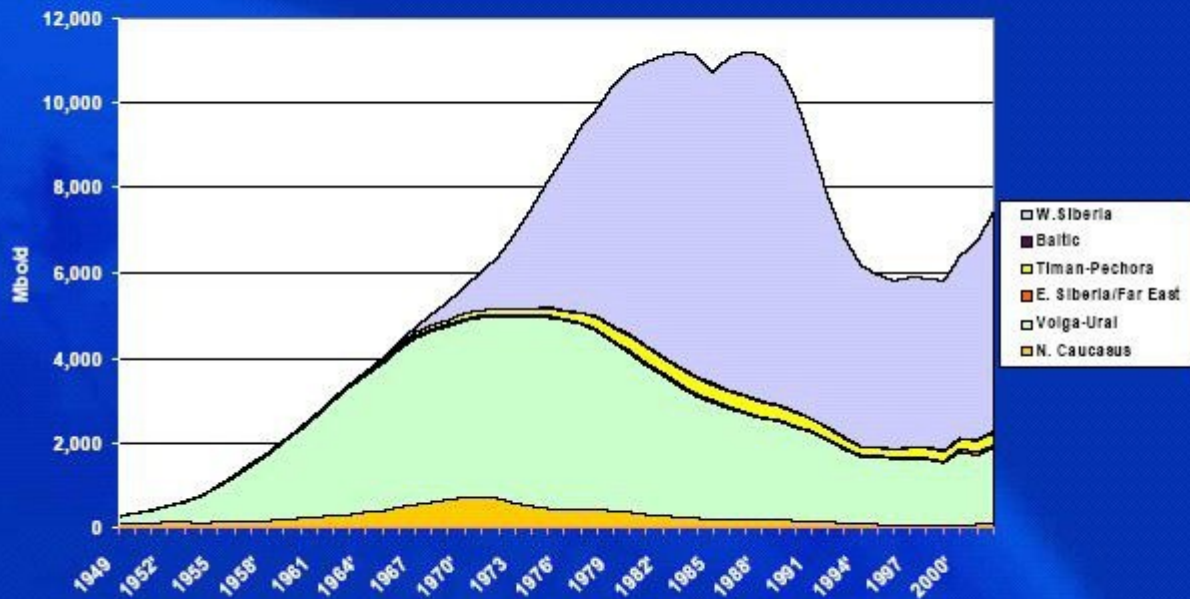
Au Royaume-Uni, avec plusieurs milliers d'adhérents et quelques soutiens médiatiques de poids comme le célèbre présentateur d'émissions animalières, Sir David Attenborough, l'association Population Matters fait de même. C'est de loin le premier mouvement européen. En Italie, c'est principalement l'association Rientrodolce qui porte le message. Elle est assez proche de la mouvance décroissante et milite pour un mode de vie plus doux et plus lent. Son slogan est : « Per un ritorno « dolce » a due miliardi di persone ». En Suisse, l'association Ecopop avait, en 2014, organisé une votation – perdue toutefois – pour limiter l'immigration en vue de réduire la croissance démographique du pays. Le projet prévoyait aussi de favoriser le planning familial dans les pays pauvres en demandant qu'y soit consacré 10 % de l'aide au développement. On trouve aux Pays-Bas la fondation Le club des 10 millions qui prône un retour du pays à 10 millions d'habitants (contre 17 millions aujourd'hui et 407 habitants par kilomètre carré) et en Belgique l'association One Baby qui milite également pour une certaine modération démographique. Les pays à la démographie moins vive comme l'Allemagne ou l'Espagne sont évidemment moins présents sur ces questions. Aux Etats-Unis, différentes fondations bénéficient de moyens financiers relativement importants et lient souvent leurs actions à la lutte contre la pauvreté, à la promotion de la condition féminine ou à l'écologie en général, citons notamment : Population Institute (depuis 1969), Population Action International (PAI), Population Media Center, World Population Balance, Population connection. Population Institute est également présent au Canada où son militantisme porte aussi sur la protection animale. De tels mouvements existent dans beaucoup d'autres pays, citons en Australie Sustainable Population Australia ou au Bangladesh l'association BOFOC (Bangladesh society of One Family One Child).

LE PRINCIPE DE LA FALAISE DE SENEQUE...

31 Janvier 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

"La fin du pétrole sera progressive. De plus la fin du pétrole ne signifie pas la fin de l'énergie, il y a le charbon. Même si les conditions de vie vont indéniablement se dégrader, cela sera lent et échelonné."

Oil Production History



IHS ENERGY
ANALYZING ENERGY AND THE POWER TO PROTECT

Production de pétrole URSS

The Seneca cliff



Time

Il faut suivre sur le blog, et comprendre la notion de "[Falaise de Sénèque](#)", ou effondrement brutal. Marion King Hubbert partait du postulat qu'il y avait symétrie entre

montée et déclin des ressources. Il n'en est rien. Sauf exception exceptionnelle. La baisse des dites ressources s'apparente plutôt à une baisse brutale, forte et quasi-instantanée de la production.

Le printemps arabes est celui de pays devenus déficitaires en énergie, même si leur production était modeste, et le plus emblématique a été la baisse de production pétrolière russe pendant la transition, et plus généralement, la baisse générale de production de tout, dans l'espace post-soviétique. Mais comme tout est articulé sur le pétrole, ce n'est sans doute qu'une conséquence.

L'exception, à la falaise de Sénèque a été observée pour la courbe de production charbonnière britannique, mais c'était liée à d'autres facteurs. La Grande Bretagne a pu différer la baisse de production en nationalisant, subventionnant, et étatisant le secteur, en faisant payer la note au reste de l'économie, par la liquidation de l'empire.

En outre, il ne faut pas se méprendre sur les "ressources charbonnières" mondiales. Elles servent quasi-exclusivement, à savoir à 90 %, à fabriquer de l'électricité, et elles mêmes, sont fortement consommatrices de pétrole.

" Dans tous les cas, l'effet Sénèque sera le résultat d'efforts plus intenses pour que tout continue comme d'habitude. De cette façon, nous épuiserons plus vite les ressources nécessaires au fonctionnement du système : que ce soit une ressource physique ou une réserve de bonne volonté. "

Il est clair que le pétrole de schiste US ne reflète aucune réalité économique. Cette production est déficitaire, et le restera, sauf pour les entreprises qui en ont rachetés d'autres en liquidation judiciaire. C'est à dire, elles mêmes, en ne payant qu'une très petite fraction du prix.

Mais le prix, quelqu'un le paiera...

SECTION ÉCONOMIE



Et... BAM ! La taille du bilan de la BCE s'est encore accrue de 8,76 milliards d'euros et atteint 4493,058 milliards d'euros !

Publié le 30 janvier 2018 à 22:42:40 par Tiger54 / 2 commentaires / 483 vues

Et voilà, les bonnes résolutions sont déjà à la poubelle. La taille du bilan de la BCE reprend sa progression haussière. Le total de ses actifs a augmenté de 8,758... Lire la suite



Pierre Jovanovic: les effets dévastateurs de la planche à billets...

Publié le 30 janvier 2018 à 19:00:50 par Tiger54 / 2 commentaires / 1 317 vues

Pierre Jovanovic: les effets dévastateurs de la planche à billets... Planche à billets: Les Bilans des 4 principales banques centrales atteignent des sommets... Lire la suite



Philippe Béchade: Séance du 30/01/18: « Est ce qu'on n'est pas en train de vivre le grand reset de l'automne 1987 ?! »

Publié le 30 janvier 2018 à 18:00:03 par Tiger54 / 1 commentaire / 1 564 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du Mardi... Lire la suite



Philippe Herlin: « La bulle obligataire dans la zone euro est irréversible (étude Natixis) Jusqu'au krach »

25/01/2018 / 22:23:51 / 6 commentaires / 3 212 vues

Pas bon ! Vives tensions sur le marché de la dette publique

par [Charles Sannat](#) | 31 Jan 2018



“Après un premier coup de tabac en début d’année, les marchés obligataires connaissent de nouveau de vives tensions. Le rendement des Treasuries à 10 ans a dépassé hier au soir le seuil symbolique de 2,7 % pour la première fois depuis le mois d’avril 2014, touchant un pic à plus de 2,73 %. Celui du Bund allemand de même échéance, référence pour la zone euro, qui naviguait sous 0,40 % il y a moins d’un mois, a de son côté dépassé brièvement la barre de 0,7 %, un niveau qu’il n’avait pas connu depuis décembre 2015. Il se stabilise ce matin juste en dessous de ce seuil.

Le taux de l’AOT à dix ans suit le même chemin : il a grimpé à plus de 0,95 % ces dernières heures, contre un peu plus de 0,60 % en début d’année. Si elle se confirme, cette flambée des taux constitue une véritable menace pour les États, dont le coût de la dette pourrait exploser.

Cette vive remontée des taux des deux côtés de l’Atlantique s’explique par les anticipations de resserrement monétaire des grandes banques centrales. Depuis des années, les marchés sont anesthésiés par les flots de liquidités déversés par les banques centrales. Avec le retour de la croissance dans le monde, ces politiques monétaires ultragénéreuses sont devenues de plus en plus difficiles à justifier.

Les rendements obligataires sont aussi portés par la flambée du prix de l'énergie fait craindre une accélération de l'inflation, ce qui obligerait les banques centrales à resserrer plus vite que prévu leur politique monétaire. Les cours du pétrole sont en effet revenus à des sommets inconnus depuis fin 2014.”

Montée des taux = chaos !

Nous sommes assis sur un volcan de dettes et de fausses monnaies qu'il s'agisse de dollars, d'euros, de yens ou de francs suisses.

Si la montée des taux n'est pas lente et modérée, alors nous irons au krach obligataire et boursier d'anthologie. D'ailleurs, cela faisait longtemps, trop longtemps que les Bourses n'avaient pas seulement corrigé un peu, ce qu'elles ont fait hier...

Surveillez la situation comme le lait sur le feu.

Si nous perdons le contrôle, alors ce sera parti pour le dérapage incontrôlé, enfin officiellement incontrôlé, car la montée des taux est bien volontaire.

S'il y a un krach, c'est qu'il aura été voulu et organisé par certains... planqués bien au chaud dans deux ou trois des plus grandes banques centrales du monde !

Charles SANNAT

[Source Le Figaro ici](#)

Marché obligataire : ce que le président Trump ne calculera pas

Rédigé le 31 janvier 2018 par [Bill Bonner](#) Les Publications Agora

Les déficits n'ont pas d'importance, jusqu'au moment où ils en ont. Le marché obligataire commence à trouver que c'est le cas.

Qu'il s'agisse de sexe, de guerre... ou du financement par la monnaie factice... tant que ce n'est pas terminé, personne ne fait attention au coût.

Vous pouvez nous citer, chez lecteur.

Le président des Etats-Unis a fait son discours sur l'état de l'Union hier. Coïncidence (ou pas), la star du X Stormy Daniels – avec qui Trump aurait eu une histoire, selon le *Wall Street Journal* – était invitée dans une émission de divertissement à peu près au même moment.

Aucune des deux célébrités n'a fait le calcul.

Explosion de déficits à plus de 1 000 Mds\$

Les déficits fédéraux américains devraient dépasser 1 000 Mds\$ par an, à commencer l'an prochain – alors qu'aucune urgence n'est en vue.

Au cours de ce siècle, la dette américaine s'est développée huit fois plus vite que le PIB. On estime que la dette totale américaine atteindra les 30 000 Mds\$ d'ici 10 ans. Cependant, il est plus probable qu'elle atteigne les 40 000 Mds\$ lorsque les déficits exploseront durant la prochaine récession.

Les programmes de subventions et d'aide sociale n'ont pas de date limite. Ils augmentent – sans que le Congrès ait son mot à dire – simplement parce que les gens vieillissent.

Les compères des secteurs de la défense, de l'industrie et de la lutte contre le terrorisme ont pour leur part une telle mainmise sur le Congrès que des augmentations leur sont pratiquement garanties – et peu importe l'ampleur des arnaques ainsi financées.

Quant aux gens qui pourraient mettre un frein à tout cela – les conservateurs budgétaires à l'ancienne –, ils ont disparu.

Tout ce qu'il nous reste, ce sont les conservateurs « culturels », prêts à intervenir partout, à tout moment, pour refaire le monde à leur propre image.

Déroute obligataire

Nous ne sommes que des observateurs, à *La Chronique*. Nous ne nous permettrions pas de changer quoi que ce soit même si nous le pouvions.

Mais ce que nous voyons, c'est une force irrésistible qui se dirige tout droit vers un objet inamovible.

A vous de faire le calcul.

La dette doit être remboursée. Les intérêts doivent être payés. Si, comme nous le pensons, nous entrons dans un cycle de hausse des taux, le coût de la dette va considérablement augmenter.

Est-ce que vous suivez les gros titres, cher lecteur ?

Pas les idioties en une. Non, nous parlons des nouvelles importantes enterrées plus profondément dans les pages d'actualité.

« Les obligations gouvernementales US chutent à nouveau », p. 17, *Wall Street Journal*.

« Les investisseurs obligataires tirent la sonnette d'alarme sur la hausse de l'inflation », p. 18, *Financial Times*.

« La dégringolade du billet vert devrait allumer un voyant rouge pour Trump », p. 9, *Financial Times*.

Ah... et qu'avons-nous là ?

« Les actions enregistrent leur plus fort recul de 2018 à mesure que les rendements du Trésor grimpent », en première page de Bloomberg hier.

Oui, l'info circule. Les bons du Trésor américain reculent depuis un an et demi. Les rendements ont doublé depuis leurs planchers de juillet 2016.

Un cycle de resserrement a-t-il commencé ?

Nous ne le saurons pas avant un certain temps. Mais lundi, le rendement du bon du Trésor à 10 ans a atteint les 2,7%.

Blondinet et dépensier

Que se passe-t-il ?

Il suffit de regarder le discours du président américain. Vous y trouverez une partie de la réponse.



M. Trump n'est pas un conservateur à l'ancienne. En plus de ne pas limiter les programmes d'aide... d'augmenter les transferts vers le Pentagone... et de faire passer une loi fiscale qui gonfle le déficit de 1 500 Mds\$ supplémentaires...

... Il va mettre en place un programme de dépenses d'infrastructures de 1 800 Mds\$.

En deux mots, Donald J. Trump est un gros dépensier.

En général, lorsqu'un gros dépensier se trouve au gouvernement, il gaspille de l'argent que nous n'avons pas sur des projets dont nous n'avons pas besoin.

Et à moins que la Fed ne desserre le crédit dans le même temps, cela fait augmenter les rendements obligataires.

C'est l'effet de *crowding out*, ou effet d'éviction financière, dont s'inquiétaient les anciens conservateurs à l'époque où les anciens conservateurs existaient encore.

Le bassin d'épargne réelle est limité. Lorsque le gouvernement pompe trop dans ce bassin, le prix du crédit grimpe.

Quand le plus gros acheteur passe vendeur

Maintenant que les autorités essaient d'emprunter plus, elles s'apercevront que leur plus gros acheteur – la Fed – s'est transformée en vendeur. Oui, il y avait aussi cette petite note dans le journal :

« Les banques centrales passent au resserrement quantitatif », p. 11, *Financial Times*.

Et voilà que le blondinet aux commandes des Etats-Unis arrive avec plus de projets de lois à financer.

Accordez-nous un instant, cher lecteur, nous allons faire un petit calcul.

A 30 000 Mds, le coût des intérêts – à un taux modeste de 5% – serait de 600 Mds\$ environ. A 40 000 Mds\$, la dette coûterait 800 Mds\$.

Ces chiffres affreux arriveront alors même que les dépenses de Sécurité sociale et de retraite augmentent à leur tour.

Mais ne vous inquiétez pas ; les investisseurs obligataires sont déjà sur le coup. Ils savent compter.

Et c'est bien ce qu'ils font.

La route étincelante de la relance atomique

Rédigé le 31 janvier 2018 par [Simone Wapler](#)

La hausse des taux longs va finir par gêner la Parasitocratie. L'ultime plan de relance sera – comme toujours – le développement de l'armement. Et plus précisément la relance atomique.

Le marché actions américain a chuté lourdement (-0,66% pour le S&P 500) et semble vouloir réagir à la hausse des taux longs. Désormais, le gouvernement fédéral américain emprunte à 10 ans à 2,7%.

Cela ne doit pas être une surprise, cher lecteur préparé. Mais la question est de savoir quand les banquiers centraux décideront d'intervenir pour empêcher que le ménage se fasse et les écuries d'Augias soient nettoyées. A mon avis nous en sommes encore loin. Toutes les cartouches n'ont pas été encore tirées, contrairement à ce que pensent certains.

Six traders de trois grandes banques commerciales non américaines – HSBC, Deutsche Bank et UBS – ont été mis en cause dans la manipulation des cours des métaux précieux depuis au moins 2008.

Les banquiers détestent l'or

Cher lecteur, vous savez combien les banquiers détestent l'or, seul actif financier qui ne soit la dette de personne. En effet, l'existence d'un marché honnête concurrentiel à celui

du crédit (et donc de la dette) les dérange. Car l'or est le flic de la monnaie fiduciaire et a tendance à s'agiter en cas de problème. Ces manipulations (dont nous parlons régulièrement [ici](#) ou [là](#)) pour égarer la police de la monnaie ne sont donc pas une surprise. [NDLR : L'or a entamé une hausse furtive mais est bien parti pour s'envoler à nouveau. Découvrez [ici](#) comment en profiter, en vous plaçant dès maintenant, avant la foule.]

La Parasitocratie se démène pour éviter le pire. Et le pire est évidemment une hausse des taux longs.

La monnaie que nous utilisons est du crédit. Le revers du crédit est la dette. Si les taux d'intérêt sur la dette montent, la Parasitocratie – dont les besoins d'emprunt sont illimités – est gênée aux entournures.

L'ultime plan de relance prend corps et les niais applaudissent



Comme vous le savez (ou pas si vous êtes nouveau lecteur), nous estimons à *La Chronique Agora* que les théories keynésiennes ou monétaristes sur lesquelles s'appuient la Parasitocratie sont bidons. Notamment les « plans de relance », *stimuli* monétaires, etc.

Ces thèses infirmées par l'expérience ne servent qu'à justifier les prébendes masquées par les systèmes de taxation-redistribution.

L'économie est le résultat d'actions et de prises de décision de millions d'individus s'efforçant de nouer des contrats gagnant-gagnant. Un producteur vend parce qu'il gagne de l'argent. Un acheteur achète parce qu'il est satisfait ou pense qu'il sera satisfait. Cela s'applique à la main-d'oeuvre et au marché de l'emploi comme aux produits et services. L'avenir, la réalité statuent ensuite et révèlent si le contrat était réellement gagnant-gagnant. Dans ce cas, la richesse croît. Inversement, l'un des protagonistes réalise qu'il a fait une erreur et la corrige.

La politique économique introduit de la contrainte dans ce processus ce qui aboutit à des

contrats gagnant-perdant. Plans de relance, crédit facile, taxations et subventions ne font que fausser les jugements, égarer les investissements.

Le vrai plan de relance pour sortir de la Grande dépression, c'était la guerre

On apprend dans les manuels d'économie écrits par les keynésiens que la sortie de la Grande dépression de 1929 est l'oeuvre du *New Deal* de Franklin Roosevelt, un gigantesque programme de redistribution et de dépenses publiques. Mais c'est faux (1). Le véritable plan de relance fut l'économie de guerre qui déboucha sur la Seconde Guerre mondiale.

C'est la voie que souhaite emprunter aujourd'hui Donald Trump. Dans son discours d'hier sur l'état de l'Union, il annonce 1 500 Mds\$ d'investissements en infrastructure.

« Nous allons construire de nouvelles routes étincelantes, des ponts, des autoroutes, des voies ferrées et des voies navigables à travers le pays. »

Mais pourquoi diable, les Américains n'avaient-ils pas pensé avant l'arrivée de Donald à dépenser un milliard de dollars par jour pendant quatre ans pour tout ça ? Heureusement que Trump est là ! Les benêts applaudissent.

Derrière les routes étincelantes, les mini-bombes nucléaires

Ce n'est pas tout.

Les Etats-Unis ont beaucoup d'ennemis selon Trump : le Venezuela, l'Iran, la Corée du Nord et même la Russie.

Donald Trump demande de voter des crédits nécessaires pour « moderniser et reconstruire notre arsenal nucléaire » afin de « le rendre si fort et si puissant qu'il dissuadera toute agression ».

Déjà en octobre, le Sénat avait déjà voté une augmentation du budget de la Défense, le portant à 700 Mds\$, grâce notamment au vote des élus démocrates.



Washington veut développer des mini-armes nucléaires, ce que les militaires appellent des armes tactiques ou encore des armes de théâtre, utilisées sur les champs de bataille.

Mais nous sommes bien au-delà de la dissuasion comme le montre la lecture d'un récent document du Pentagone le « *2018 Nuclear Posture Review* ». Le problème de l'armement c'est un jour, il faut le consommer donc l'utiliser...

La dette, l'accumulation des contrats gagnant-perdant, l'incurie des gouvernements et la mauvaise gestion des affaires publiques débouchent toujours et partout sur la guerre. Cette fois ne sera pas, hélas, différente.

(1) le lecteur curieux pourra commencer à creuser le sujet en lisant [cet article](#) (2) le lecteur sceptique peut se documenter [ici](#).

Les taux montent, les actions hésitent!

Texte important qui balise la piste d'atterrissage des marchés

Editorial : Par Bruno Bertez 30 janvier 2018

Mercredi 24 janvier 2018

Ajout du 30 janvier: Le taux du 10 ans US a touché 2,73% en ce début de semaine. Comme par hasard la hausse des taux crédibilise les nouvelles anticipations inflationnistes: si les taux montent c'est parce que l'inflation accélère n'est-ce pas?

Jusqu'à présent les commentateurs pensaient que la hausse des taux allait rester cantonnée et que les actions allaient être épargnées. C'est sans compter avec la magie boursière car maintenant que les actions sont devenues hésitantes les mêmes commentateurs qui disaient que la hausse des taux n'avait pas d'importance disent maintenant que c'est à cause des taux que les actions baissent.

Ce n'est pas ce que pensent les gens qui fait la Bourse, c'est la Bourse qui produit ce

que pensent les gens.

Lisez le texte ci dessous, il remet la situation à l'endroit ou il faut dans le processus d'atterrissage qui est en cours.

Nous vous avons présenté, il y a peu de temps, deux textes qui traitaient de ce que nous avons appelé l'atterrissage. Nous avons comparé les banquiers centraux au pilote d'un avion qui, après avoir volé à haute altitude, se mettait en manœuvre d'approche pour préparer l'atterrissage de son appareil. La comparaison était assez intéressante car, d'une part, elle faisait bien ressortir l'aspect hauteur, c'est-à-dire l'altitude des marchés et, en même temps, la délicatesse de la manœuvre puisqu'il fallait réaliser tout cela en douceur, sans grabuge, sans casse, avons-nous expliqué.

Nous n'avons pas dit que nous étions en train d'atterrir. Nous avons dit que nous étions dans les manœuvres d'approche pour préparer, dans les meilleures conditions possibles, cet atterrissage. Ce n'est pas la même chose car, tant que l'on est dans les manœuvres d'approche, tout est réversible, discrètement. En revanche, quand on est dans la phase d'atterrissage, tout le monde peut s'apercevoir que l'on descend et donc les réactions de la foule ou des passagers sont à prendre en considération.

Les manœuvres préparatoires sont réversibles. Vous pouvez lire ces textes dans notre service.

Cette manœuvre préparatoire, c'est l'éléphant dans la pièce, avons-nous affirmé ; ceci pour signifier qu'elle est évidente et qu'elle peut faire du grabuge, mais elle est tellement évidente que personne ne la voit.

La manœuvre d'atterrissage doit passer obligatoirement par la hausse des taux longs, c'est-à-dire par la hausse des taux de marché, ce qui est différent de la hausse des taux courts. Les uns sont fixés par le marché, les autres sont fixés, administrés, par les Banques Centrales. La hausse des taux courts ne fait pas partie des manœuvre. C'est la hausse de taux longs qui en constitue la pièce majeure. Pourquoi ? Tout simplement parce que c'est la logique, ensuite parce que c'est mathématique, et enfin, parce que Yellen nous a prévenu.

La phrase clé de Yellen est celle de son dernier discours avant son départ. En effet, elle a prononcé une phrase que bien peu ont commentée. Cette phrase, nous la citons de tête, seul son sens est important : les valorisations sont élevées, mais elles sont justifiées par le niveau des taux d'intérêt. Les commentateurs se sont attardés sur la première partie de la phrase : les valorisations sont élevées ; ils ont laissé tomber la seconde partie : elles sont justifiées par le niveau des taux d'intérêt. Si l'on prend la phrase en entier, et qu'on la traduit, on obtient l'affirmation suivante : le niveau des taux d'intérêt est le paramètre majeur qui justifie les valorisations. Traduit encore autrement et plus clairement : tant que les taux d'intérêt sont bas, les valorisations sont soutenables. Si les taux d'intérêt montent, alors il faudra considérer qu'elles sont injustifiées.

Peu de temps après, alors que tout le monde se lamentait sur le conundrum des taux du 10 ans qui n'arrivait pas à franchir la barre de 2,5%, il y a eu une rumeur. Cette rumeur, que nous avons bien entendu commentée, disait que les Chinois allaient ralentir leurs achats de Treasuries US. Traduisons une fois de plus, la rumeur disait que le retrait des Chinois allait faire monter les taux du 10 ans. Sur la rumeur, les taux du 10 ans ont réussi à franchir la barre des 2,5%. Ils ont galopé pour passer au-dessus des 2,6% et ensuite franchir des seuils considérés comme fatidiques techniquement. D'abord celui des 2,62% et ensuite celui des 2,66%. Comme par hasard, ces seuils étaient ceux qui avaient été fixés par les très grands investisseurs obligataires. Souvenez-vous, il y a quelques mois, les Gross, les Gundlach, les Dalio avaient fixé les seuils techniques de retournement du marché obligataire dans cette fourchette... comme par hasard. Cela permet de décréter que techniquement le grand marché haussier des bonds et des fonds d'Etat est terminé. C'est une sorte de déclaration quasi officielle d'entrée dans le marché baissier.

La rumeur chinoise a bien évidemment été démentie, mais nous avons tout de suite expliqué qu'il ne fallait pas tenir compte du démenti car les rumeurs ne sont jamais innocentes et ceux qui les lancent ont bien entendu une idée en tête. Ici, il s'agissait, avons-nous expliqué, d'une vraie fake news et nous l'avons comparée aux vrais-faux passeports de Charles Pasqua. C'est-à-dire que la rumeur était à la fois vraie et fausse en même temps. Son objectif a été rempli. Il s'agissait de franchir la barre des 2,5% et de créer un nouvel intervalle de variation.

Plus tard, l'un de ces gourous a précisé sa pensée en disant que le prochain seuil fatidique était le seuil des 3%. Nous en tirons la conclusion que l'intervalle de variation qui est fixé pour le rendement du 10 ans US est maintenant de 2,5/3%.



Il est extrêmement important, lorsqu'on pilote des marchés, de fixer des bornes. Les

bornes déterminent les anticipations, les consensus, et par conséquent, elles évitent de partir à l'aventure. En fixant l'intervalle de variation de 2,5/3%, les banquiers centraux et leurs complices grands opérateurs, mais aussi transmetteurs, réalisent une opération de pilotage que l'on peut considérer comme relativement habile.

La hausse des taux n'est pas une catastrophe pour les très grands investisseurs dès lors qu'ils ont la possibilité et le temps de se couvrir par des hedges. Il est évident que c'est ce qu'ils ont fait et ce qu'ils sont en train de faire. Leurs portefeuilles ne subiront aucun dégât puisqu'ils auront anticipé et pris les bonnes décisions en conséquence.

Ce qu'il s'agit d'éviter, c'est ce que l'on appelle le « gap up » des taux. Le gap up des taux, c'est un bond, un trou brutal, une discontinuité. Il faut que le marché reste ordonné et c'est le sens ultime du pilotage. Le marché doit rester ordonné et il ne peut le faire que si les très, très gros investisseurs comme Dalio, Gundlach ou Gross, ont coopéré à la manœuvre, d'une part, et préparé leurs portefeuilles en conséquence, d'autre part. Il est évident que ceci a été fait.

Ce jour, notre Dalio, qui gère le plus grand hedge fund du monde, qui entretient des relations très étroites avec les officiels, ce Dalio qui est consulté pour les banquiers centraux, saisit l'occasion de la tribune de Davos pour nous dire que le marché obligataire est maintenant dans une phase baissière. Il avertit et cet avertissement n'est peut-être pas lancé en coopération avec les banquiers centraux, il avertit que, compte tenu du très bas niveau des taux, et de ce que l'on appelle la duration, un gap up peut constituer l'étincelle qui déclenchera « the biggest crisis for fixed income investors in almost 40 years ». Prenez cela à la fois comme du pilotage, mais en même temps comme une mise en garde. Dalio est coutumier du fait. Il joue son rôle de gros partenaire de la place, mais en même temps il lance un avertissement qui a d'autant plus de chance d'être entendu qu'il est considéré comme un professionnel exceptionnel.

« Une hausse de 1% du rendement des bonds va produire le marché baissier des bonds le plus meurtrier depuis celui de 1980/1981 ». Ce sont ses propos sur Bloomberg TV à Davos. La duration est évidemment une affaire de spécialistes, mais c'est le paramètre le plus important pour calculer les pertes que subiront les portefeuilles lors des prochaines hausses des taux.

Un autre complice, j'ai nommé Goldman Sachs, a calculé il y a quelques mois, comme par hasard, que sur l'univers des bonds, qu'il évalue à 40 trillions, la duration est telle qu'une hausse des taux de 1% devrait produire 2,4 trillions de perte. Nous sommes dans des gros, des très gros chiffres.

Mais il y a plus. Et nous nous reportons à une autre déclaration de l'ami Dalio, faite il y a quelques mois. Il nous a expliqué qu'une hausse de 1% des taux du 10 ans déclencherait donc une sorte de crash sur le marché obligataire, sur les fonds d'Etat et, bien entendu, sur le High Yield. Il a ajouté et c'est là où nous en revenons à nos propos liminaires sur l'atterrissage ; il a ajouté « et comme les taux d'intérêt constituent la base

de la valorisation de tous les actifs financiers, cette hausse des taux précipitera les prix de tous les actifs beaucoup plus bas ».

Si vous nous avez suivi et nous avons essayé d'être très didactiques :

- Nous sommes dans les manœuvres qui préparent l'atterrissage
- Ces manœuvres sont concertées, c'est obligatoire, sinon il y aura des chocs
- Le lien entre la valorisation des actifs financiers et les taux d'intérêt est parfaitement tracé
- On pilote une hausse des taux sur le phare mondial que constitue le 10 ans US
- On pilote mais on met des garde-fous, c'est-à-dire des bornes entre 2,5 et 3%
- Les gourous jouent leur rôle, à la fois de transmetteur, et d'indicateur.

Si après cela, vous doutez encore de notre démonstration, nous baissons les bras, car il est difficile d'être plus explicite.

Le gouvernement américain doit 2,85 trillions à sa caisse de la sécurité sociale !

Par [Or-Argent](#) - Jan 31, 2018



On en apprend tous les jours... S'il n'est pas rare de voir des États puiser dans les caisses des retraites ou de la sécurité sociale pour mettre de la main sur de l'argent frais (cf. la Grèce), cela se passe souvent dans des situations d'urgence. Mais, aujourd'hui, nous apprenons qu'il s'agit d'une situation persistante aux États-Unis, où l'État fédéral doit la coquette somme de 2,85 trillions, puisée dans les réserves de sa propre caisse de la sécurité sociale. Voici ce que l'on apprend suite à une question posée sur le site [Quora.com](#) :

« Oui. Le gouvernement fédéral doit actuellement au Social Security Trust Fund 2,85 trillions de dollars.

Si le gouvernement fédéral a emprunté de l'argent à cette entité depuis sa création, en

1983, lorsque le président Ronald Reagan (républicain) et le président de la chambre des représentants Tapp O'Neill (démocrate) se mirent d'accord pour augmenter l'impôt sur le travail pour créer un excédent massif afin d'avoir les fonds nécessaires pour tenir les promesses de la sécurité sociale lorsque les baby-boomers prendraient leur retraite.

Malheureusement, les politiciens de Washington n'ont pas pu s'empêcher de mettre la main sur cet argent. Si républicains et démocrates furent prompts pour rejeter la faute sur l'autre à propos de ce raid sur l'argent de la sécurité sociale, les 2 parties partagent équitablement cette responsabilité. Chaque année, l'argent qui se trouve dans le Social Security Trust Fund est transféré au Trésor fédéral pour être remplacé par des obligations non-négociables qui sont stockées dans une armoire du Public Debt de Parkersburg, en Virginie occidentale. Les intérêts sur ces obligations sont « payés » via l'émission de nouvelles obligations.

Le gouvernement fédéral ne disposera des fonds nécessaires pour rembourser ses obligations que s'il augmente les impôts, ou baisse radicalement ses dépenses. Des propres mots du sénateur Mike Enzi : *« Si les rentrées ne sont pas au rendez-vous (et elles ne risquent pas de l'être tant que le gouvernement continue d'enregistrer déficit sur déficit), alors le gouvernement fédéral devra augmenter les impôts ou baisser les dépenses de certains postes afin de financer les promesses de la sécurité sociale. Il s'agit d'une mauvaise gestion financière crasse. Les caisses ne disposent pas de suffisamment d'argent pour satisfaire les obligations du gouvernement. » (...)*

Depuis sa création en 1983 jusqu'à la grande récession de 2009, la sécurité sociale a enregistré des excédents confortables. Cependant, le gouvernement américain dans son ensemble a commencé à enregistrer d'énormes déficits à partir de l'administration George W Bush. (...)

Au moment d'écrire ces lignes, le gouvernement américain a « emprunté » presque 18 % de sa dette totale via cette méthode d'investissement. Résultat des courses, la sécurité sociale américaine est l'un des plus gros porteurs de Treasuries.

« Croissance en France au plus haut... Vraiment ? »

par [Charles Sannat](#) | 31 Jan 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Ceux qui me lisent depuis quelques années connaissent mon sens de l'humour parfois quelque peu décalé je le concède, et savent aussi à quel point j'aime rire, et rire de tout mais pas avec n'importe qui comme on dit ! Surtout ces dernières années d'ailleurs.

Bref, tout cela pour vous dire que la joie et la bonne humeur sont des dispositions indispensables au bonheur.

Je suis d'un naturel profondément optimiste et je tente de faire en sorte que « le petit garçon de 10 ans que j'étais soit fier de l'adulte que je suis devenu ».

Je ne suis donc pas en train de brûler des cierges lors de messes noires consacrées à la hausse de l'or en demandant au diable de nous envoyer les pires souffrances économiques pour faire monter mon petit métal jaune favori.

Non, c'est l'inverse. C'est parce que la situation économique est très complexe et très risquée que posséder de l'or en couverture et en assurance est plutôt une bonne idée.

D'ailleurs, cette idée, de vous à moi, elle n'est pas franchement neuve.



La règle des 3 tiers...

Le patrimoine des grandes familles européennes très, très fortunées et sachant passer et survivre à travers les siècles se compose exclusivement de 33 % d'or, de 33 % de terres agricoles et forêts et de 33 % d'œuvres d'art. Le poil immobilier, vous le répartissez dans le « foncier » qui n'est pas forcément agricole uniquement, et vous pouvez réduire d'un chouia la poche « œuvre d'art » mais en gros, c'est l'idée.

Lorsqu'il y a une révolution en Russie, et que l'on perd tous ses biens, eh bien on s'en va rapidement avec son or et on roule les toiles de maître pour les glisser dans quelques malles et l'on va se réfugier sous des cieux plus cléments.

Lorsque la situation le permet, on revient dans son pays d'origine, parfois deux générations plus tard et 70 ans après (durée de vie du communisme, ce qui fut une expérience douloureuse, mais relativement courte) et l'or permet de financer les procédures nécessaires pour faire valoir à nouveau ses droits à la propriété.

Cela marche comme cela depuis... 2 000 ans ! Eh oui...

Il n'y a donc aucune idéologie de ma part dans tout cela mais de simples constats, ce qui nous amène directement à l'actualité du jour, qui est une bonne nouvelle, enfin, pas pour tout le monde. Si c'est une bonne nouvelle que d'avoir un taux de croissance important, cela pose des questions environnementales et de soutenabilité. Mais ce n'est pas le débat.

Réjouissons-nous du retour de la sainte croissance, un retour que l'on vous demande de célébrer à peu près tous les ans, mais là encore, c'est un autre débat !

La croissance au plus haut depuis 2011 en France

Voici ce que vous rapporte l'agence Reuters ! « L'économie française a fini 2017 comme elle l'avait commencé, avec une croissance trimestrielle de 0,6 %, pour signer sur les douze derniers mois sa meilleure performance depuis six ans, selon la première estimation publiée mardi par l'Insee.

En moyenne sur l'an passé, le produit intérieur brut (PIB) de la France a progressé de 1,9 %, son niveau le plus élevé depuis 2011 (+2,1 %).

Il marque une nette accélération par rapport aux trois années précédentes, où il stagnait autour de 1,0 %/1,1 %, à la faveur d'une demande intérieure (consommation des ménages et investissement des entreprises) solide.

La France reste néanmoins à la traîne de la zone euro qui, selon une première estimation également publiée mardi, a connu l'an passé une croissance de 2,5 %.

Pour la suite, Bruno Le Maire souligne que, "selon les derniers indicateurs, cette tendance devrait se poursuivre en 2018".

De fait, l'ensemble des données sur le climat des affaires en France sont au beau fixe et l'économie aborde 2018 avec un élan (acquis de croissance) de 0,9 %, plus du double de celui de début 2017 (+0,4 %).

Les prévisions des économistes pour l'ensemble de l'année se situent aujourd'hui en moyenne autour de 1,9 %/2,0 %. »

Youpi tralala...

C'est génial, c'est superbe. Mais c'est faux.

Comprenez-moi bien, les chiffres officiels ont toujours raison, et si vous dites qu'ils ont tort, alors vous êtes qualifié de « cake news » (je dis "cake" pour ne pas être repéré par les moteurs de recherche et autres filtres secrets je le rappelle).

Il y a une croissance de 10 %... de la masse monétaire !!

1 Monetary developments in the euro area: December 2017
(EUR billions and annual percentage changes; data adjusted for seasonal effects ^{a)})

	End-of-month level	Monthly flow			Annual growth rate		
	Dec 2017	Oct 2017	Nov 2017	Dec 2017	Oct 2017	Nov 2017	Dec 2017
COMPONENTS OF M3							
1. M3	11870	10	68	13	5.0	4.9	4.6
1.1. M2	11200	20	61	22	5.4	5.3	5.1
1.1.1. M1	7789	19	69	26	9.4	9.1	8.6
Currency in circulation	1112	6	0	2	3.5	3.3	3.5
Overnight deposits	6676	13	69	24	10.4	10.1	9.5
1.1.2. Other short-term deposits (M2 - M1)	3411	0	-8	-4	-2.7	-2.5	-2.1
Deposits with an agreed maturity of up to two years	1193	-7	-8	-6	-9.8	-9.4	-8.5
Deposits redeemable at notice of up to three months	2218	7	0	2	1.8	1.8	1.8
1.2. Marketable instruments (M3 - M2)	670	-9	7	-9	-0.8	-0.5	-3.0
Repurchase agreements	76	2	10	-2	-6.1	10.2	10.0
Money market fund shares	514	-4	-8	-5	3.4	1.5	-1.7
Debt securities issued with a maturity of up to two years	80	-8	5	-2	-20.1	-18.9	-19.8

Je ne prends donc en considération toujours que les sources officielles, et je ne vous dirai jamais que les chiffres sont faux !

Je pense que dans l'épaisseur du trait, et il y aura des « révisions », le taux donné est bon, et s'il est faux, nous le saurons, et l'histoire économique récente nous a montré que les USA par exemple n'ont jamais hésité à publier des taux élevés de croissance pour tenter de faire face à la reprise, mais les ont corrigés par la suite par des révisions statistiques parfois très significatives et de grande ampleur.

Les chiffres sont donc bons.

Mais ils doivent être mis en perspective, et mettre en perspective, ce n'est pas uniquement regarder la même courbe sur un horizon de temps plus grand, c'est aussi regarder d'autres paramètres.

Pour cela, il faut deux choses.

D'une part, il faut penser et réfléchir, ce qui est de plus en plus rare et difficile.

D'autre part, il faut travailler, ce qui demande des efforts et là aussi, c'est de plus en plus rare et difficile.

Si vous voulez parler de croissance, vous devez toujours regarder et pondérer le taux de croissance affiché ou énoncé par deux autres éléments.

Le premier c'est le taux d'inflation. Si vous avez 10 % de croissance et une inflation de 20 %, vous vous êtes en réalité appauvri de 10 %... car votre croissance est inférieure à votre inflation qui érode votre pouvoir d'achat.

Le deuxième c'est le taux d'évolution de votre croissance de la masse monétaire... Si la

masse monétaire augmente de 10 % et que votre croissance est de 2 %, cela veut dire que pour créer 2 % de croissance, vous avez été obligé de créer 10 % de monnaie en plus, autant dire que ce n'est pas un résultat brillant et que cela risque de mal se terminer si c'est une méthode durable de création de fausse monnaie.

Or si l'inflation est faible, vous pourrez constater, sur ce tableau de la BCE elle-même donc évidemment une source totalement officielle, que l'on augmente notre masse monétaire de 5 à 10 % en fonction de l'agrégat que l'on prend en compte. 5 % pour M3 et 10 % de croissance pour M1.

La conclusion est simple.

La croissance actuelle est une fausse croissance basée uniquement sur la création de fausse monnaie et sur des programmes de stimulation de l'économie.

Si l'on ne peut que se réjouir que le système « tourne » encore et que nous ne soyons pas en train de nous entre-tuer dans des rayons vides de supermarché, il n'en reste pas moins que la croissance économique affichée est bidon !

Et c'est parce qu'elle est totalement faussée et malsaine que l'or, doucement, poursuit son mouvement haussier initié l'année dernière après un fort mouvement de consolidation.

Nous vivons dans une grande illusion!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Dingue ! 107 milliards de dollars extorqués !

par [Charles Sannat](#) | 31 Jan 2018



C'est une dépêche de l'agence Romandie passée subrepticement dans le flot ininterrompu d'informations quotidiennes.

Une dépêche d'une ligne. Très laconique.

Je vous la reproduis ici :

“Purge anticorruption en **Arabie Saoudite**: 107 mds USD générés par des accords avec les suspects (officiel)”...

En gros, le nouveau roi saoudien a fait embastiller les anciens mamamouchis du royaume liés à l'ancien roi, et les a retournés et secoués au sens propre comme au sens figuré pour leur faire tomber un peu de menue monnaie des poches...

C'est une méthode assez radicale.

Les mamamouchis ne peuvent sortir des geôles qu'une fois allégés considérablement d'une partie de leur fortune...

Il se passe des choses inouïes en Arabie, et l'on en parle bien peu ici... Attention “cake news”.

Charles SANNAT

[Source Romandie.com ici](#)